12º année - Nouvelle série

c.m.

revue mensuelle

Nº 96 Septembre 1981

Editorial

LA FRANCE ET NOUS

Rosine Lewin

LA FONDATION TRAVAIL — SANTÉ MENTALE

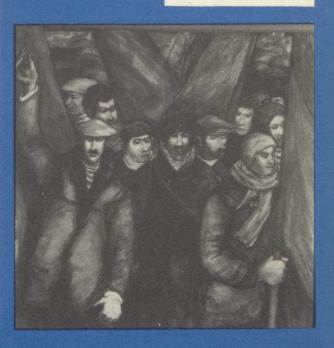
J.-P. Vankeerberghen

LA POLOGNE A L'ÉPREUVE DE LA MATURITÉ

Rosine Lewin

PEINTURE MURALE: E. DUBRUNFAUT J. Varda

LES TRAVAILLEURS ET L'AUTOMATISATION



cahiers marxistes

Sommaire

Editorial La France et nous	p. 1
J. Varda Automatisation, intensification du travail, et fragmentation de l'unité des travailleurs	p. 7
Rosine Lewin Pourquoi une Fondation travail/santé mentale?	p. 25
Jean-Paul Vankeerberghen La Pologne à l'épreuve de la maturité	p. 30
Rosine Lewin Peinture murale : Edmond Dubrunfaut ou la recherche du dialogue	p. 38
En revues	p 53

Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef: Rosine Lewin

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Page de couverture : « En avant », E. Dubrunfaut, détail (locaux de la FGTB à Tournai, 1980).

Dos de couverture : « Vive la mariée », détail (Maison communale d'Erquelinnes, 1966). Les illustrations intérieures sont également d'E. Dubrunfaut.

La France et nous

10 mai 1981 : François Mitterrand est élu président de la République française.

4 juin 1981 : en vue des élections législatives, le Parti socialiste et le Parti communiste français signent un accord politique prévoyant le désistement réciproque en faveur du candidat de la gauche le mieux placé — afin de « confirmer et conforter » la victoire obtenue aux présidentielles.

21 juin 1981: la gauche conquiert 57 % des suffrages au second tour des législatives. Le PS est fort de la majorité absolue à l'Assemblée nationale (269 sièges sur 488). Le PC conserve 44 sièges (sur 86), la droite a perdu plus de cent sièges.

23 juin 1981 : au premier gouvernement Mauroy succède un gouvernement Mauroy d'union de la gauche, comprenant 37 socialistes, 4 communistes, 2 représentants du Mouvement des radicaux de gauche, un représentant du Mouvement (gaulliste) démocratique. Le même jour, le comité central du PCF avait approuvé une Déclaration commune PS/PCF, qui constitue un accord de gouvernement (1). Le Département d'Etat des USA avait, pour sa part, ponctué l'événement par une note où était critiquée la présence communiste au sein du gouvernement français. François Mitterrand allait aussitôt rejeter cette prétention : « la réaction des Américains, c'est leur affaire; la décision, c'est la mienne », précisait le président de la République le 26 juin.

Toutes ces dates, tous ces faits ont été qualifiés d'historiques. Avec raison : après 23 ans de règne continu de la droite, voilà la gauche qui, malgré la crise économique et en dépit de sa propre crise, accède au pouvoir avec une assise très solide et avec sept ans devant elle. Elle dispose de moyens sans précédent, face à des difficultés sans doute sans précédent.

Aussi la France apparaît-elle aujourd'hui comme un laboratoire politique pour toute la gauche européenne.

QUEL CHANGEMENT ET COMMENT?

L'aspiration des masses françaises au changement sous la 5e République ne date pas d'hier. Elle s'est souvent confondue avec une

volonté d'union de toutes les forces de progrès. Mais, comme chacun sait, l'union est une longue marche, rarement rectiligne, toujours ardue.

Parce que le PCF a subi un échec électoral, parce que certains aspects de son comportement ont été âprement critiqués au sein même de la gauche, on a tendance à oublier (ou à gommer) le rôle qu'il a joué pour susciter une dynamique de l'union. Il faut donc rappeler que c'est en 1964, à son 17e congrès, que le PCF soulignait la nécessité d'un programme commun des partis et des organisations démocratiques. En 1971, il publiait sous le titre « Changer de cap » un programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire. Ce programme pour une politique alternative, en rupture avec les options de la grande bourgeoisie, postulait l'union des forces de gauche et leur accession au pouvoir. En juin 1972 — un an plus tard donc — PS et PCF signaient un programme commun de gouvernement. Alors qu'il alimentait bien des espérances, l'accord sur le programme commun fut rompu en 1977. Encore aujourd'hui, le secrétaire-général du PCF impute toute la responsabilité de la rupture aux socialistes. Mais la réflexion sur l'ensemble des raisons qui ont privé le PCF d'une partie de son électorat et qui ont par ailleurs donné au PS un puissant pouvoir d'attraction, cette réflexion va largement se développer dans les mois à venir. Sans préjuger de ses résultats, on notera ces propos de Guy Hermier, un des négociateurs communistes de la Déclaration commune du 23 juin : « Au fond, le Parti communiste a pris, ces vingt dernières années, un véritable retard historique dans l'élaboration d'une stratégie d'avancée au socialisme adaptée aux conditions de notre époque et de la réalité francaise... » (2)

Il reste que c'est le Parti socialiste qui a triomphé aux élections législatives, au terme d'une évolution profonde et relativement rapide. Car de la SFIO de Guy Mollet au PS de Lionel Jospin, il y a du chemin. Le jalon décisif de ce chemin aura été le congrès d'Epinay, en 1971, où le PS — créé l'année précédente par Alain Savary — prend son élan sous la direction de Mitterrand, avec des orientations franchement anticapitalistes. Lequel Mitterrand n'est pas peu fier d'avoir réussi, selon ses propres termes, « à rassembler, à cimenter les socialistes dans un puissant parti souple, divers, multiforme, pluraliste mais quand même ordonné et toujours unitaire ». (3)

Ce parti, devenu la première force politique française, partage le pouvoir avec les communistes et les radicaux de gauche. Le gouvernement Mauroy a présenté au parlement et à l'opinion un programe ambitieux, directement inspiré par les engagements électoraux du PS, conforme aux grandes orientations de la déclaration commune PS/PCF, et qui répond à la volonté populaire de changement.

UNE ALTERNATIVE CONCRÈTE

Sans attendre l'accomplissement de ce prógramme, qui se heurte déjà aux résistances de la droite et qui exigera un constant soutien populaire, la gauche au pouvoir a su créer un climat nouveau par quelques actions politiques significatives. Il ne s'agit pas seulement — quelle que soit leur importance — des trois roses symboliques du Panthéon ou de la féconde notion d'« espace social européen » lancée au

sommet des Dix à Luxembourg. Il s'agit de faits concrets concordant avec des promesses électorales et qui témoignent de ce que « les gens

du château sont partis ».

Citons en vrac : le relèvement du salaire minimum garanti et des allocations familiales, l'ouverture de négociations en vue de réduire la durée du travail, l'annonce d'un calendrier de nationalisations, la création d'emplois dans les services publics, la mise en œuvre d'une politique industrielle, l'amorce d'un processus de décentralisation, la loi d'amnistie, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, la fixation d'un prix unique du livre. Ces faits-là, drus et vérifiables, rendent crédible une volonté politique de changement.

C'est essentiel pour assurer le pouvoir du soutien actif des élec-

teurs de gauche.

Car la rentrée sociale et politique en France sera chaude à sa

manière, grâce aux projets offensifs de la gauche.

Pour « remettre la France au travail », grâce notamment à la création en deux ans de 210.000 emplois nouveaux, pour assurer un financement démocratique et transparent de la sécurité sociale, pour mettre fin à un certain nombre d'iniquités fiscales et traquer la grosse fraude, pour mener à bien une politique industrielle cohérente, pour animer la démocratie « au quotidien » et refaire vivre les collectivités locales, pour limiter sinon liquider les vieux carcans centralisateurs qui étouffent la France, pour garantir plus d'espace aux droits syndicaux, aux droit des immigrés, au mouvement des consommateurs - il est bien évident qu'il ne suffira pas de votes parlementaires. Mais les affrontements vont commencer dès le 8 septembre à l'Assemblée nationale, notamment autour d'une loi-cadre prévoyant le contrôle public du crédit et la nationalisation d'importants groupes industriels. (4) La politique industrielle du gouvernement Mauroy entend en effet relancer les investissements productifs en encourageant l'épargne, en développant la recherche, en contrôlant le crédit ainsi que onze groupes industriels. Même si le gouvernement français se montre d'une grande prudence vis-à-vis des participations étrangères dans les groupes nationalisables, même s'il exprime le souci de tenir compte de la spécificité de chaque groupe, de ne pas étatiser mais de « s'assurer la maîtrise des pôles industriels qui paraissent commander une politique dynamique de l'investissement et de l'emploi », les groupes visés ne sont pas à la fête. Les nouveaux rapports de force au sein de la société française peuvent en effet conférer à ces nationalisations un rôle de leviers pour transformer la société.

AMBIGUÏTÉS

Pourquoi le dissimuler? Quand il s'agit de la politique atlantique, de la course aux armements, des rapports Est-Ouest, il reste bien des ambiguïtés dans l'attitude du président Mitterrand et du gouvernement

Mauroy.

Alors que la décision de l'administration Reagan de produire la bombe à neutrons a provoqué des critiques sévères en Europe occidentale — qu'il s'agisse du gouvernement norvégien ou de l'opposition labouriste, du gouvernement italien ou du SPD, le parti du chancelier Schmidt — les autorités françaises se sont abstenues de toute critique.

Avant cela, le président Mitterrand s'est prononcé pour le déploiement des euromissiles Cruise et Pershing, dont la mise en place, décidée par l'OTAN en décembre 1979, se heurte à une ample résistance populaire. Attitude d'autant plus incompréhensible que la France n'est même pas concernée par cette décision, que la Belgique et les Pays-Bas avaient pour leur part assortie d'importantes réserves. Pour le gouvernement français, il importe que l'OTAN négocie avec le Pacte de Varsovie « en position de force ». Or, le problème-clé est d'imposer la négociation avant qu'il ne soit trop tard. Et trop tard pour l'Europe, doublement menacée : par l'implantation dans cinq pays de 572 euromissiles, par des têtes à neutrons qui pourraient être envoyées sur notre continent « en quelques heures »... Or, le gouvernement soviétique se déclare disponible pour une négociation ouverte.

Ardent défenseur d'une Europe autonome, le président Mitterrand ne semble pas apercevoir que les plans militaires de Reagan constituent pour l'Europe un meurtrier défi. Peut-être certains des meilleurs amis de François Mitterrand au sein de l'Internationale socialiste — tels Willy Brandt et Olof Palme — l'aideront-ils à revoir son jugement. Ce qui y contribuera plus sûrement encore, c'est l'action populaire contre les missiles et contre la bombe à neutrons qui se développe en France, notamment autour de la CGT et du PCF. Rappelons que cette action populaire connaîtra un temps fort à Bruxelles, le 25 octobre prochain.

UNE AUTRE RÉPONSE A LA CRISE

En tout état de cause, et en dépit du chapitre « Désarmement », le programme Mauroy constitue une autre réponse à la crise, une alternative concrète aux politiques libérales des Thatcher et des Reagan. Une réponse qui tranche aussi sur l'attitude face à la crise des gouvernements à dominante social-démocrate, comme celui d'Olof Palme hier en Suède ou celui d'Helmut Schmidt en Allemagne fédérale.

Rien d'étonnant donc si l'expérience française suscite tant d'intérêt hors de France.

Le congrès du Parti communiste d'Espagne, tenu à Madrid à la fin de juillet, a salué la réponse de F. Mitterrand aux tentatives d'ingérence américaine comme « une leçon de dignité nationale », soulignant combien le tournant français était porteur d'espérances. « Nous aurions, a indiqué Santiago Carrillo au nom du Comité central, pu signer la déclaration commune PS/PCF. »

Un mois auparavant, Enrico Berlinguer, secrétaire-général du PCI, avait rencontré Carrillo à Rome, où ils ont signé ensemble un document qui salue « la nouvelle page importante de son histoire » écrite par le peuple français.

« Après une période dans laquelle il y eut une avance des forces conservatrices, il se manifeste aujourd'hui un retournement de tendance dans laquelle s'exprime la volonté de changement des peuples européens pour apporter des solutions démocratiques et progressistes aux problèmes actuels par un renouvellement de la société », peut-on lire dans le document PCI-PCE. « Cela ouvre, ajoute le document, des perspectives plus favorables à la collaboration sur le plan européen

entre partis communistes, socialistes et autres forces progressistes d'inspiration laïque et chrétienne. »

Plusieurs autres dirigeants du PCI — Gian-Carlo Pajetta, Paolo Buffalini — ont insisté sur l'importance de l'unité de la gauche française, sans laquelle sa victoire eût été impossible. Il s'agit en vérité, a déclaré Pajetta, d'une victoire de l'unité. Car, dit-il, si on veut aller au delà des formules qui tiennent de la gestion de la crise, c'est l'union des forces progressistes sur base de propositions alternatives qui est le facteur déterminant.

Gestion de la crise : c'est bien à quoi s'appliquent les gouvernements belges successifs, avec le concours du mouvement ouvrier chrétien et des partis socialistes. On prétend partager les sacrifices et organiser la solidarité face au malheur, mais on fait peser toujours plus lourdement le fardeau des sacrifices sur les petites bourses. La concertation sociale reste un objectif, mais le patronat s'efforce de la rendre inopérante. La liaison des salaires à l'index est l'objet de menaces de plus en plus précises. des acquis sociaux comme le niveau des salaires et la sécurité sociale sont constamment attaqués.

Au fil des ans, cette gestion de la crise, qui ne résout aucun problème, apparaît comme plus difficilement tenable, face à un grand patronat offensif. Des organisations patronales comme la FEB ou le VEV, comme Fabrimétal ou la Fédération des industries chimiques ont élaboré une politique agressive qu'elles développent à plusieurs niveaux: entreprises, media, parlement, gouvernement, C'est le refus de la concertation, c'est la volonté délibérée de démanteler la sécurité sociale, c'est l'exigence d'une compression drastique des coûts salariaux et de nouveaux avantages aux investisseurs, c'est le grignotage des droits syndicaux. Soutenue sur le plan politique par les deux partis néo-libéraux, par le CEPIC, par la droite du CVP (ces deux derniers largement représentés au gouvernement), cette offensive patronale marque des points. Et ce succès s'explique parfaitement : la gauche est divisée, déboussolée par la crise, affaiblie de surcroît par des affrontements communautaires. Elle ne parvient pas à s'approprier, en les discutant et en les brassant, les propositions alternatives élaborées par certaines de ses composantes — la Fondation André Renard, le MOC, l'Interrégionale wallonne de la FGTB, le Groupe B/Y, le parti communiste. Et pourtant, comme dirait Galilée, ces propositions existent. Elles constituent des points d'appui solides, que l'expérience française éclaire et rend plus crédibles.

Certes, le rapport des forces n'est pas le même ici et là-bas. Certes, le PS de Mitterrand n'est pas celui de Spitaels ou de Van Miert. Mais qui suggère de prendre la France pour modèle et de copier ce qui s'y passe? Quand on parle de laboratoire politique à propos de la France de 1981, c'est pour souligner que ce qui paraissait impossible, bloqué, cadenassé y est devenu possible. Possible au prix d'une dynamique de l'union, d'une grande patience et de longs combats. Possible si on le veut.

Rosine LEWIN.

^{(1) «} Conscients des devoirs que leur dicte la situation, les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Miterrand à la présidence de la République. Il le feront à l'Assemblée natio-

nale, dans le cadre de la majorité qui vient de se constituer; ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille; ils le feront dans des collectivités locales et régionales, dans les entreprises, en respectant les fonctions propres des institutions et des partis. A cet effet, tout en réaffirmant leur attachement à la personnalité propre et aux positions fondamentales de chacun de leurs partis, ils prendront pour base dans tous les domaines les choix faits par le pays et les convergences vérifiées dans leurs discussions. » (Extrait de la Déclaration commune du Parti socialiste et du Parti communiste français, publiée dans « L'Humanité » du 24 juin 1981).

- (2) « Révolution » du 3 juillet 1981 : Mettre les montres à l'heure.
- (3) F. Mitterrand, « Ici et maintenant », page 8, Livre de Poche 5528.
- (4) Sont visés dans un premier temps : Usinor et Sacilor, Dassault, le secteur armement de Matra, la Compagnie générale d'électricité, Thomson-Brandt, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont à Mousson, Rhône-Poulenc.



Ball on the Called and the Man part too

Plateforme commune C.N.A.P.D. · VAKA · OCV
PAS D'ARMES NUCLÉAIRES NI EN BELGIQUE NI EN EUROPE!
BOMBE A NEUTRONS, PERSHING II, CRUISE: NON!
DÉMANTÉLEMENT DES SS-20.
DÉMANTÉLEMENT DES ARMES NUCLÉAIRES EXISTANTES.

ZONE DÉMUCLÉARISÉE EN EUROPE. POLITIQUE DE PAIX INDÉPENDANTE ET ACTIVE DE LA BELGIQUE. PAS DE MISSILES : UN PAS VERS LE DÉSARMEMENT.

VAKA: Vlaams Aktie Komitee tegen Atoomwapens OCV: Overlegcentrum voor de Vrede CNAPD: Comité National d'Action pour la Paix et le Développement Participez partout où cela est possible à la création d'un comité de soulien à cette manifestation. Prenez contact avec les organisations du CNAPD ou avec son secrétariat: rue de la Tulipe, 34 — 1050 Bruxelles (tél.: 02/511 36 99).

Automatisation, intensification du travail et fragmentation de l'unité des travailleurs

Les historiens sociaux (1) ont évoqué de façon parfois saisissante, ce qu'a été la misère des travailleurs au siècle dernier, quand le capitalisme s'affirmait, et que le mouvement ouvrier n'était pas encore né. Malnutrition, journées de travail épuisantes, usines et ateliers insalubres, maladies, accidents de travail, univers des taudis: une misère criante, qui éclate. Une misère qui s'attaque aux parents, mais aussi aux enfants « pâles, bouffis, étiolés, avec des yeux rouges et chassieux » qu'on fait travailler parfois plus de quinze heures par jour:

— « 1853 : le jeune Warin, 12 ans, ayant laissé tomber une bobine, doit se mettre à cheval sur la planche du métier, celui-ci étant adossé à un mur. L'enfant est pris par le pantalon : les organes sexuels sont broyés.

— 1855: le petit Legris, 10 ans, rattacheur, sortant du métier pour rattacher un fil, est pris par la manche et a le bras arraché » (2).

Ce tableau noir, presque insoutenable, cent ans d'histoire sociale l'ont modifié. Les conditions de travail actuelles sont différentes. Le travailleur est protégé, dans sa santé, dans son intégrité physique, la durée hebdomadaire du travail n'a cessé de se réduire, et on ne voit plus d'enfant de dix ans dans les fabriques. Il n'est pas question de décrire ici, comment ces changements ont été obtenus : ce serait retracer toute l'histoire du mouvement ouvrier. Disons simplement qu'il s'agit de conquêtes — qu'elles ont été arrachées, et qu'elles ne découlaient pas d'un mouvement naturel de l'évolution technologique. Pourtant, au-delà d'améliorations évidentes de la condition ouvrière aujourd'hui, certains signes apparaissent, qu'il faut pouvoir reconnaître : ce sont des formes d'atteinte plus subtiles qu'autrefois, moins contrôlables souvent, des formes d'intensification du travail produisant un processus de fragmentation des travailleurs.

DE LA FLÂNERIE DE L'OUVRIER, A LA FLÂNERIE DE L'INFORMATION

F.W. Taylor, père de l'organisation scientifique du travail, s'était illustré par son contrôle permanent de la « flânerie » de l'ouvrier : chronométrage, armée de contremaîtres, salaires à la pièce, définition rigoureuse de la procédure de travail dans des bureaux d'études : autant de moyens d'une politique

du bâton et de la carotte, destinés à surveiller étroitement un travailleur dont les agissements avaient une incidence directe sur le volume de la production.

Les temps ont changé. L'automatisation se caractérise par une circulation de plus en plus rapide des communications et des matières, quel que soit le secteur dans lequel elle s'inscrit.

Que ce soit dans les industries de transformation — comme la chimie, le pétrole, la sidérurgie, les cimenteries — que ce soit dans les services, que ce soit dans la production en série, à travers l'utilisation de la robotique, de la télématique, de l'informatique, le problème capital est bien de faire circuler très rapidement les données, de traquer une « flânerie » de l'information.

De plus en plus le travailleur s'éloigne du processus, du produit concret, il n'agit plus de façon directe sur la production, il va contrôler le système mis en place, vérifier si un programme passe bien, intervenir éventuellement en cas d'incident, et l'intensification du travail mental que cette activité de régulation suppose, ira souvent de pair avec une réduction des contacts sociaux.

Prenons l'exemple des industries de transformation. Conduites au départ sur le terrain, par des travailleurs proches des installations, leur automatisation rapide, l'emploi de plus en plus généralisé de l'ordinateur dans la conduite du processus, a incité les concepteurs à les faire contrôler aujourd'hui en des salles très centralisées.

QUELS SONT LES CHANGEMENTS QUE CELA A ENTRAÎNÉS DANS LE CONTENU DU TRAVAIL D'UN OUVRIER DE PRODUCTION?

Cet ouvrier, lorsqu'il était sur le terrain, mettait des années à capitaliser une expérience, fondée d'ailleurs sur des indices, des signes invisibles pour un non-initié: c'est par sa connaissance directe du produit et des installations — couleur des fumées, bruits particuliers d'un moteur, viscosité d'un mélange, tassage et granulométrie d'un mélange — qu'il parvenait à détecter des anomalies dans le déroulement du processus et à y remédier. Bientôt, apparurent sur les installations mêmes les premiers cadrans, les premières informations codées, transformant une information directe, prise au contact de la matière, en un langage formel. Températures, pressions, débits s'affichaient ainsi à côté des installations. Mais il s'agissait encore toujours de parcourir ces dernières pour collecter les renseignements nécessaires.

Vinrent les premières salles de contrôle : là, se trouvaient rassemblées les mesures prises par des capteurs en différents points de l'installation. L'opérateur n'avait, en principe, plus à sortir de sa cabine : il recueillait, sans devoir se déplacer, toutes les informations qu'il avait autrefois en parcourant les installations. Les progrès techniques, l'intégration progressive des différentes phases de production, la miniaturisation des appareils amenèrent une centralisation croissante des salles de contrôle, couverte d'un nombre toujours plus grand d'appareils. Pour éviter que l'opérateur n'omette d'enregistrer la fluctuation d'un paramètre important, ou la défaillance d'un appareil, on dota le système d'une série d'alarmes - clignotants lumineux, avertisseurs sonores — dont l'inflation est aujourd'hui, dans certains cas, évidente. Ainsi, lorsqu'un incident survient dans une raffinerie, ou dans une centrale nucléaire, plusieurs centaines d'alarmes peuvent fonctionner simultanément, noyant l'opérateur sous un flot d'informations plutôt que lui servant d'appui. Aujourd'hui, l'assistance de l'ordinateur et l'utilisation de plus en plus généralisée des écrans cathodiques orientent différemment la conception des salles de contrôle. On tend de plus en plus à fournir à l'opérateur une information à la demande, sur écran - graphiques, tableaux, etc... - plutôt que par affichage sur panneaux conventionnels le long du mur. Donc une évolution vers une quantité toujours plus grande d'informations à traiter, vers une tension nerveuse accrue, mais aussi une série de ruptures.

Rupture d'abord au niveau du produit. Dans certaines industries où le

produit est encore « visible », les opérateurs n'hésitent pas à sortir de leur cabine, reconnaître le terrain, retrouver le contact avec la matière.

Rupture ensuite, au niveau de la charge de travail : tantôt très faible, lorsque tout va bien, elle peut s'accroître brutalement — c'est une charge discontinue, avec des pics, et de toute façon, elle est axée sur un travail mental. Il n'est pas question, formellement du moins, d'arpenter encore les installations.

Rupture ensuite au niveau des équipes : il y a les détenteurs supposés de l'information - ceux qui manient les commandes, lisent les cadrans, ont des écrans TV, et les autres, les rondiers par exemple... L'expérience concrète du terrain est en même temps un langage d'initiés - incompréhensible à l'ingénieur, parfois même au contremaître. Distinguer un changement d'état du processus à partir de la couleur d'une fumée n'est pas donné à tous; employer des mots ou des gestes propres à l'équipe, pour dire qu'un chef arrive, crée une connivence... Les cadrans, les salles de contrôle ne sont a priori pas faits pour préserver cette connivence. Si les machines sont bruyantes, et s'il est impossible de réduire le bruit à la source ou de leur adjoindre un coffrage, on se résoud à l'idée d'isoler certains postes de travail des autres, les plus bruyants. Et pourtant, il faut noter, car on les retrouvera souvent, le refus d'admettre ce clivage, la tentative constante des travailleurs de surmonter le fossé qui se crée entre eux : la salle de contrôle, bien que non conçue pour cet usage, devient un lieu de rencontre. On y retrouve couramment ceux de l'entretien, les rondiers (3) également... On y discute, on parle des vacances prochaines, mais aussi on y échange de l'information.

Des rondiers, dans une usine pétrochimique de la région anversoise, ont exigé de disposer, sur le terrain, d'écrans TV reproduisant les données qui apparaissent en salle de commande.

On peut traduire ces réactions comme une volonté de s'approprier de l'information, et donc du pouvoir, ce qui n'est pas inexact, mais aussi, comme la nécessité de continuer à disposer d'un tronc commun d'informations, indispensables à un travail collectif, et non pas éclaté au niveau individuel.

Des phénomènes de ce type, l'industrie en regorge : chaque essai de fragmenter les travailleurs — de dresser les jeunes contre les « vieux », les temps-plein contre les mi-temps, les « traitants » contre les sous-traitants, la production contre l'entretien, ceux qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas, les travailleurs migrants contre les travailleurs du pays — va faire resurgir des formes spontanées de solidarité.

Bel exemple dans un service bancaire où des employées se plaignaient du bruit produit par un matériel informatique. Après de très sérieuses études d'experts pour tenter de réduire le bruit à la source, on propose aux employées trois types de cloisons : de très hautes, relativement efficaces, de moyennes, moins capables d'arrêter le bruit, et des cloisons basses, véritables « placebos », ne réduisant aucunement la nuisance.

Après essais, unanimement, les employées choisirent la cloison la plus basse. Entre le fait de ne plus se voir, de ne plus pouvoir parler entre soi, et un bruit, certes incommode, mais pas dangereux, y a-t-il d'autres choix possibles pour un travailleur?

Néanmoins, il ne faut pas s'illusionner sur la portée de ces élans: la façon dont l'évolution technologique est dirigée aujourd'hui, la manière dont elle s'appuie de façon privilégiée sur une crise économique qui frappe tous les esprits, les bouleversements tant au niveau du contenu du travail — intensification — qu'au niveau de l'organisation du travail — flexibilité de la main-d'œuvre et fragmentation de la classe ouvrière — méritent qu'on s'y attaque autrement que par des ripostes individuelles. Dans cette optique, il est intéressant de se référer à un document produit par une fédération patronale

belge, Fabrimétal Hainaut-Namur, qui analyse l'évolution des métiers dans son secteur, afin de définir ses besoins face aux écoles professionnelles et techniques (4).

Ce document a été établi à partir d'analyses sur le terrain, dans les entreprises, de métiers en voie de transformation, et sans contester les résultats de l'étude, il est très utile de prolonger une réflexion critique sur les conséquences qu'ils impliquent.

LE SECTEUR DE FABRIMETAL HAINAUT-NAMUR : UN EXEMPLE D'ÉVOLUTION

La Fédération patronale qu'est Fabrimétal Hainaut-Namur regroupe 211 entreprises totalisant 39.935 travailleurs. Parmi ces firmes, certaines sont importantes, du point de vue des effectifs — les ACEC, par exemple, ou Caterpillar — mais beaucoup sont de petite taille, puisque 113 d'entre elles occupent moins de 50 travailleurs. Production très souvent en petite ou moyenne série et donc main-d'œuvre qualifiée.

a) Evolution du marché et organisation du travail

Secteur de fabrications métalliques, avec une production très diversifiée, Fabrimétal est inséré dans une région très secouée économiquement d'abord par la fermeture des charbonnages, ensuite par la crise de la sidérurgie, autant de clients solides de l'industrie des fabrications métalliques qui s'évanouissent.

Une solution pour le secteur : diversifier, spécialiser, exporter...

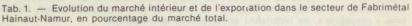
On diversifie la production, on fait des produits plus élaborés, plus complexes, on livre, non plus des machines, mais « la solution à un problème... ».

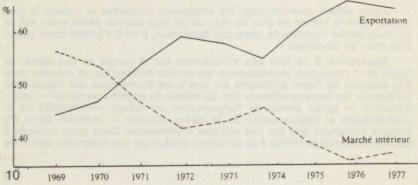
« Il y a dix ans, on faisait des machines en série... la quarantième était identique à la première. Aujourd'hui chacune d'elles est adaptée au besoin particulier du client. Avant on lui livrait une machine, aujourd'hui, la solution à un problème... » (5).

Si l'on consulte le tabl. 1 qui donne l'évolution du marché intérieur et de l'exportation dans le secteur Hainaut-Namur, on s'aperçoit que si le marché intérieur s'est écroulé, entre 1969 et 1977, les exportations n'ont cessé d'augmenter.

Mais là encore, il faut être précis :

« Il n'y a pas de marché extérieur », affirmait un responsable de la production, « il y a seulement des opportunités ». Il soulignait par là l'incertitude et le caractère fluctuant de la demande, dépendant d'impératifs économiques et parfois politiques. (6)





C'est la chasse au client : « il faut gratter, se faire connaître, présenter des projets, élaborer des devis — parfois sans succès. Il faut se rendre polyvalent, le plus polyvalent possible » (7) ou alors avoir des produits à très haute technicité.

Les retombées sur l'organisation du travail dans les entreprises sont évidentes.

D'abord un gonflement et une importance accrue des services d'études, de planification du travail, de préparation : le client est pris en charge, avec ses exigences particulières, il faudra analyser et concevoir ce dont il a besoin et non pas un produit standard. Produit complexe, bien étudié sur plans, mais qui devra être exporté à l'étranger, monté sur place, et entretenu là-bas.

D'où l'importance que prennent les services après-vente comme argument commercial. Préparation du travail et entretien : deux facteurs-clés du succès. Des ajusteurs-monteurs, des mécaniciens, des électriciens auxquels on va demander de connaître les langues, d'être mobiles, d'être prêts à prendre la route sur le champ : une des formes, certainement pas la pire, de la flexibilité nouvelle demandée à la main-d'œuvre.

Autre facette de cette flexibilité : celle qui est demandée au personnel qui reste dans l'entreprise.

On ne peut plus prévoir à long terme le cahier de commande: il faut s'ajuster à la demande, lui coller au plus près pour obtenir le marché, avoir des structures de production souple. Comme l'affirme un exploitant:

« On a besoin de gens qui peuvent facilement changer de poste de travail. Un fraiseur sera peut-être demain tourneur ou aléseur... »

ou encore:

« Vous pouvez très bien commencer dans la maison au bureau des méthodes, et vous retrouver ensuite au service achats ou après-vente. Non pas parce que c'est la méthode moderne, et qu'il faut changer d'endroit sous peine de s'encroûter, mais parce que l'évolution de la maison est tellement rapide qu'il faut pouvoir s'adapter à toutes les circonstances... » (7).

Les structures traditionnelles des ateliers éclatent. Cette polyvalence, cette flexibilité recherchée par les entreprises est rejetée, parfois violemment, par les travailleurs. Car c'est d'abord la perte d'un tissu social — les liens de camaraderie avec l'équipe — la dépossession d'un outil de travail auquel on était accoutumé, et à l'arrière-plan, la déqualification.

Qu'en pense un ouvrier à la retraite qui a vécu toute cette évolution?

« J'adore mon métier, mais la façon que je devais travailler ça ne me plaisait plus. Surtout du fait qu'il y avait un manque de travail, c'est assez général, je suis d'accord, on nous a envoyés d'une machine à une autre... On devait faire le tourneur, on devait faire le raboteur, on devait faire le fraiseur, on devait faire l'ajusteur, on faisait un peu tous les métiers, et aussi surtout, très souvent, on devait faire le manœuvre. Quand il n'y avait pas de travail sur la machine, on nous envoyait faire le manœuvre... » Vous pouvez demander à tous les hommes dans mon cas: ils étaient dégoûtés, oui dégoûtés de travailler à la fin. Du fait justement de la vitesse trop rapide de la machine, et du fait qu'on nous faisait changer d'une machine à l'autre.

» Du fait qu'ils ne reprenaient plus les ouvriers à tous les départs anticipés : le travail qui a été effectué par un homme il a été effectué par un autre. Comme il n'a pas été remplacé, c'est un homme qu'on prenait quelque part, à une machine où il n'y avait pas beaucoup de besogne. "Il n'y a pas grand-chose à faire? Ah? eh bien tu viens là!" Mais les ouvriers n'aiment pas cela... Un homme il aime sa machine comme il aime sa femme. Si on fait changer un homme constamment, on en fait... On appelle ça un travail heu... il y a un mot pour cela... où on fait tous les métiers... Polyvalent! Oui, polyvalent... Eh bien, nous détestons la polyvalence...! » (8)

Longue citation, mais qui éclaire bien les multiples facettes d'une polyvalence subie et non pas souhaitée: sentiments de dépendance, de perte d'identité, de rupture affective, déqualification, mais aussi ombre de la crise économique, du chômage, et d'une rationalité technologique incompréhensible puisqu'elle fait tourner plus rapidement les machines pour ôter le travail aux ouvriers — c'est ainsi que le vivent bien des travailleurs, et s'il s'agit ici d'un homme à la préretraite, le discours des jeunes n'est pas différent.

b) Evolution des biens d'équipement

Dans les machines qu'utilisent les firmes du secteur des fabrications métalliques de Hainaut-Namur, en vingt ans les équipements ont considérablement évolué : la part que prend l'électrique et l'électronique par rapport à la perte mécanique s'accroît.

« Avant 1960 », raconte un fabricant de machines-outils très spécialisées, « il n'y avait qu'un seul moteur, et tous les mouvements partaient de ce moteur vers les différents organes de la machine. Cela nécessitait pas mal de pignons et d'engrenages. Dès 1960, les machines s'équipent de différents organes de commande : un moteur central et des moteurs séparés pour les mouvements divers. Dès que nous placions ces moteurs, il fallait qu'ils soient synchronisés, et qu'il y ait plusieurs dispositifs de commande : c'est ainsi que la partie mécanique de la machine perdit de l'importance et que la partie électrique s'accrut. Elle représentait auparavant moins de 1 % du coût de la machine, actuellement on dépasse les 25 %. Et la fiabilité dépend essentiellement d'elle. » (9)

L'apport de l'électronique, l'intégration progressive des opérations faites, autrefois par des machines en succession, conduisirent à des machines-outils, véritables centres d'usinage, capables d'exécuter des opérations simples comme compliquées.

La machine à commande numérique, encore coûteuse se répand cependant, même dans les petites et moyennes entreprises, tant les gains de productivité qu'elle permet sont importants.

« On peut trouver, dans une même entreprise, des machines fonctionnant avec des cames, des dispositifs à copier, des cartes ou des rubans perforés... Mais elles ont été introduites à des moments différents, et traduisent une évolution du système de commande. Si l'on veut réaliser un objet à l'aide d'une machine, il faut déterminer une forme et découper cette forme-là dans la matière. Pour faire la découpe, l'outil de la machine peut être guidé par une plaque, et suivre ainsi un trajet défini, de façon à exécuter la forme voulue dans la matière : c'est un dispositif à came. On peut aussi réaliser l'objet à l'aide d'un dispositif à copier, avec deux outils reliés l'un à l'autre. L'un est guidé par un objet similaire à celui qu'on veut obtenir, et l'autre exécute le travail.

Mais on peut encore mémoriser la position de l'outil avec un système de cartes perforées ou un ruban; et ces dernières venues sont les machines à commande numérique.

Elles sont très coûteuses mais tendent à se généraliser: en effet, elles conviennent particulièrement à la petite et moyenne série, en réduisant au minimum le temps de réglage. Ce réglage, qui immobilisait la machine pendant plusieurs heures voire plusieurs jours — et qui n'était donc justifiable économiquement que pour la grande série — fait place à des instructions mémorisées au niveau de la perforation.

Le temps d'exécution, lui, est plus court que sur des machines classiques, mais plus long que sur des machines automatiques à grandes séries. De surcroît ces machines permettent de faire rapidement des pièces très compliquées. Leur régularité et leur précision sont remarquables: si la première pièce usinée est bonne, toutes les autres le seront... » (10).

Intégration des opérations, circulation plus rapide des matières et de l'information au sein de l'atelier, rapidité d'exécution, précision des pièces obtenues, et surtout mise à la portée de petites et moyennes entreprises d'une forme d'automatisation qui leur permet d'être compétitives sur le plan du marché.

Incidence sur l'organisation du travail et sur le contenu des métiers ? Elle est étonnante... Ecoutons d'abord ce que nous dit un vieil ouvrier de l'aide que lui apporte l'évolution technologique dans les machines-outils...

« Si dans le temps on restait huit heures pour faire une pièce devant une machine, aujourd'hui c'est plus pareil. Ce qui prenait 1 h 30 on le fait en 9 secondes... Qu'est-ce que cela veut dire? Seulement que l'homme qui manie ces pièces-là, il doit les prendre chaque fois qu'elles sont finies... Il doit faire ces opérations-là peut-être cinquante fois de plus qu'auparavant sur une journée. Et par conséquent ce sera plus fatigant, tout en ayant moins de mal... Une machine peut être très moderne pour faciliter la besogne, mais d'un autre côté, en facilitant le manuel elle vous met une tension beaucoup plus grande parce que vous devez chaque fois répéter cette même tension, ça devient barbant, toujours, ça devient barbant... » (11).

Contrôle de pièces usinées plus rapidement, attention accrue du fait qu'un incident à grande vitesse a tout de suite des répercussions plus graves, répétitivité du travail — dans la plupart des cas on est loin de la situation que décrit le rapport de Fabrimétal:

« L'homme doit être capable d'intervenir en cas d'incident : ce n'est pas parce qu'une machine est à commande numérique qu'elle supprime les problèmes qu'on a sur une machine classique... Si la machine se met à vibrer, la coupe ne se fait plus bien : l'opérateur doit être à même de juger, d'apprécier la situation et d'intervenir. Il doit être capable de dialoguer avec le programmeur — en effet, seule son expérience pratique de l'accomplissement du travail permet cette évaluation... »

Expérience pratique de l'accomplissement du travail qui tend à se perdre, faute de pouvoir « garder la main... ». D'où, et c'est un phénomène qu'on va retrouver dans toutes les automatisations même celles de contrôle de processus, un hiatus entre ce qui est demandé à l'homme — contrôler une machine ou un système à partir de son expérience pratique — et l'expérience que le niveau d'automatisation choisi, non en fonction, mais en dépit de l'homme, lui permet de conserver...

Taylorisation nouvelle, répétitivité du travail, séparation de la conception et de l'exécution : les programmes des machines à commande numérique

sont rarement réalisés par les opérateurs eux-mêmes. Ils sont mis au point dans des bureaux, où, au mieux, on retrouve parfois un opérateur ayant suivi une formation en informatique.

Mais les conséquences de cette évolution sur le contenu des métiers est étonnante. On voit des métiers éclater, littéralement, changer de contenu, voire disparaître.

Dans les listes de qualifications produites par les entreprises, la rubrique « divers » se gonfle : où placer ces fonctions qui ne répondent plus aux critères classiques?

Prenons le métier d'ajusteur-monteur, qui consiste à assembler des pièces et des sous-ensembles. Cet assemblage n'est possible que si les pièces s'emboîtent et s'ajustent parfaitement les unes aux autres. Cette opération dépend essentiellement de la manière dont les pièces ont été usinées, de la combinatoire des tolérances entre elles, de leur planéité, des angles, du serrage, etc...

Lorsque l'un ou l'autre de ces facteurs empêche un montage correct, il est nécessaire d'ajuster, donc de corriger le défaut. Si ce dernier est trop important la pièce va au rebut; sinon il est possible de la réusiner. Mais le plus souvent l'ajusteur peut y porter remède, notamment en utilisant sa lime... Il se sert aussi d'instruments de mesure pour contrôler le parallélisme, l'épaisseur, la profondeur, le niveau, le diamètre d'un trou, celui d'une tige, etc...

Mais, actuellement, la précision accrue des machines, leur extraordinaire régularité — lorsque la première pièce est bonne toutes les autres le sont — ont fait régresser la partie ajustage du métier au profit du montage; celui-ci présente des difficultés que l'expérience en entreprise permet de surmonter, mais nécessite des bases techniques plus larges, qui font intervenir les procédés, les techniques nouvelles comme la pneumatique, ou l'hydraulique. Moins la lime est utilisée dans un atelier, plus les machines peuvent être considérées comme performantes. Cependant, l'enseignement des écoles professionnelles et techniques est encore très axé sur l'habileté à se servir de cet outil, et ne coı̈ncide qu'imparfaitement avec ce que sera la vie professionnelle des étudiants.

Si déjà le contenu du métier d'ajusteur-mécanicien se modifie, si une de ses facettes s'efface au profit de la seconde, cette dernière repose encore beaucoup sur l'expérience acquise dans l'entreprise; en avançant en âge, l'ajusteur-mécanicien peut espérer gagner en expérience. D'autres métiers sont plus menacés. Ainsi, l'accroissement de la partie électrique et électronique des machines, en même temps que la plus grande fiabilité qu'elles acquièrent, se sont immédiatement répercutés sur le personnel d'entretien.

Des entreprises, se restructurant, ont parfois licencié vingt mécaniciens... pour embaucher trois ou quatre électriciens.

A ces derniers on demande de plus en plus une formation complémentaire en électronique. Non pas poussée : suffisante pour localiser une panne électronique, faire quelques tests, renvoyer une « cassette » au fabricant de la machine... Il y a rarement du travail pour des électroniciens « purs », mais on confiera facilement à des électriciens, des petits travaux d'entretien électronique, voire, dans certains cas, mécaniques. L'évolution très rapide du matériel électronique nécessite une formation permanente de ce personnel, que l'entreprise ne fournit pas toujours, et qui engendre une tension importante : un électricien-électronicien sait que s'il se relâche, il est dépassé en deux ans... trois ans au plus. Se relâcher ? C'est-à-dire, ne pas se tenir au courant des nouveautés, ne pas compléter sa formation par des cours du soir, ne pas beaucoup investir personnellement dans le travail — avec les difficultés personnelles et familiales que ces exigences comportent.

La profession est jeune; on ne trouve guère d'électricien-électronicien âgé et pourtant, chez les gens de quarante ans, on voit déjà apparaître des signes de lassitude, l'angoisse d'être dépassé par les jeunes,ceux qui viennent de sortir des écoles, ceux qui sont au courant des nouvelles technologies.

Car, une des premières fragmentations du monde ouvrier que provoquent l'évolution technologique rapide et l'intensification du travail, est celle qui différencie les travailleurs âgés, des jeunes.

On sait depuis longtemps que les travailleurs âgés sont plus sensibles, supportent moins bien les contraintes de temps : capables parfois de réaliser le travail tout aussi bien qu'un jeune, ils « calent » plus vite lorsque ce travail se fait sous une contrainte temporelle précise.

Actuellement, les armes qu'ils avaient pour pallier cet inconvénient — une expérience et une habileté accrue par des années de pratique — ont perdu leur efficacité: le savoir-faire, le coup de main sont repris graduellement par la machine; mieux : celle-ci se modifie. Plus question de rester sur la même machine durant vingt-cinq ans. De plus l'organisation du travail axée sur la flexibilité de la main-d'œuvre, ne permet plus cette capitalisation d'un savoir ouvrier, au moins dans les termes où elle était posée auparavant.

Assez curieusement cependant, l'élan de solidarité que provoque la crise économique dans le secteur de Fabrimétal-Hainaut-Namur, loin d'accentuer la tension entre travailleurs jeunes et âgés, dans certains cas l'a réduite. De vieux travailleurs expliquent que s'ils ont pris leur retraite anticipée, c'était vraiment pour qu'un jeune ait une place, c'était vraiment dans l'espoir de donner du travail à l'autre. D'où la rancœur quand les entreprises n'ont pas réembauché, n'ont pas respecté ce contrat — bien différent d'un calcul comptable : un homme contre un homme. Non, une main tendue à l'autre génération, par-delà ce qui tendrait à, ou ceux qui tenteraient de les séparer.

Dans l'évolution du métier d'électricien, avec l'apport de l'électronique, se marque aussi, comme dans bien d'autres domaines, le phénomène de la sous-traitance, ou du moins du report hors entreprise des tâches très déqualifiées ou très qualifiées.

Pour les pannes délicates, pour les réparations difficiles, on fait appel au fabricant. On n'emploie pas d'électronicien pur, comme on ne maintient plus dans l'entreprise d'équipes de nettoyage : deux extrêmes. Les travaux ingrats, comme les travaux très spécialisés sortent de l'usine.

Transformation, éclatement des métiers qui intègrent souvent maintenant de multiples facettes, raréfaction de certains autres, comme les traceurs qui préparaient les pièces à usiner, comme ceux qui étaient affectés aux raboteuses classiques, aux étaux limeurs

« auxquels on substitue plus volontiers des fraiseuses — machines à outil tournant et non plus mouvement de va et vient, où les temps morts sont réduits »

autant de signes divers, mais qui s'organisent autour de deux axes : l'intensification du travail, et la flexibilité de la main-d'œuvre.

LES ATTEINTES A LA VIE SOCIALE ET FAMILIALE

Elle rentre chez elle le soir : elle baisse immédiatement le son du poste de radio. Son mari rentre; machinalement elle lui dit « hallo ? ». Irritable avec ses enfants, elle dort mal. Elle rêve qu'elle répond à des coups de fil, qu'elle ne trouve pas le bon correspondant. Elle est téléphoniste. C'est une employée modèle.

Son cas, lui, est classique : la « névrose » des téléphonistes est célèbre dans l'histoire des pathologies professionnelles... (12).

On se rend compte, de plus en plus, que le travail à forte charge nerveuse a des répercussions dans la vie sociale et familiale, avant de provoquer — par la maladie et l'absence — des conséquences au niveau de l'entreprise.

Curieux de voir, par exemple, que des travailleurs postés, faisant un travail automatisé, non seulement dorment moins bien, non seulement digèrent souvent moins bien, mais aussi, si on les compare à d'autres, s'occupent moins de leurs enfants, gèrent autrement leurs loisirs — loisirs moins actifs — et voient moins d'amis. (13)

Dans ses travaux sur la perception du temps W. Grossin (14) montre que si un travailleur ne peut « gérer » son temps dans l'entreprise, parce que le découpage de ses activités est défini par un bureau d'études, parce que son travail est répétitif, c'est toute la manière dont il utilise son temps hors de l'entreprise qui est menacé. Il pourra, par exemple, beaucoup plus difficilement qu'un artisan, un professeur, un vigneron, « imaginer l'avenir », faire des plans à moyen terme, s'adapter à des changements d'horaires, avoir une notion correcte de l'heure qu'il est.

A la longue, c'est toute une détérioration de ses contacts sociaux qui apparaît. La perte de la maîtrise du temps — et l'intensification du travail en est une forme — est donc une arme permettant un contrôle social; y parer par des réductions de la journée de travail ne suffit pas, puisque le temps de loisir lui-même est atteint.

De plus en plus on place dans les installations nouvelles et performantes les jeunes, qui sortent des écoles, capables encore d'affronter le stress, et les travailleurs plus âgés, dans des tâches moins qualifiées, et parfois plus pénibles physiquement.

Certaines firmes, appelées à faire de la sélection, reçoivent de la part des entreprises, des profils de candidats libellés de la sorte: « Doit faire preuve de sang-froid, être calme, résistant émotionnellement » ce qui cache des postes où la tension nerveuse, le rythme de travail sont tels qu'ils useront rapidement celui qui les occupera, même s'il a subi une sélection sévère.

Usure précoce, emprise des conditions de travail sur le vie sociale et familiale... Dès 1959, l'Organisation Mondiale de la Santé jetait un cri d'alarme sur les problèmes de santé mentale que pose l'automation (15). Pourtant, nous l'avons vu, c'est plus que de l'automatisation qu'il s'agit : c'est de la manière dont une rationalité économique gère cette évolution technologique.

LES DEGRÉS DE LIBERTÉ ET LES RIPOSTES

Il n'est pas question de refuser en bloc l'automatisation, et à l'intérieur de celle-ci, le gain de productivité vital que peut représenter, pour certaines entreprises, l'introduction de l'électronique. A cet égard, l'exemple du secteur de Fabrimétal Hainaut-Sambre est suffisamment éloquent, enclave dans une région terriblement touchée, tant structurellement (charbonnages, sidérurgie) que conjoncturellement. L'évolution des biens d'équipement actuelle représente pour beaucoup de petites et moyennes entreprises, la possibilité d'accroître leur productivité et de ne pas se laisser phagocyter par les grosses firmes à capitaux étrangers qui sont à leurs portes. Admettons même les suggestions que Fabrimétal Hainaut-Namur fait aux écoles professionnelles et techniques. Un enseignement parfois trop éloigné des réalités du travail, ne pouvant, faute de crédits, travailler avec des machines récentes, bloqué dans une pédagogie peu active - car tout enseignement plus souple requiert d'autres structures -, fonctionnant sur un presque bénévolat des professeurs les quelques professeurs d'enseignement professionnel et technique qui font des stages en entreprises prennent ce temps-là sur leurs congés —, ne

saurait amener d'excellents résultats. Mais au-delà de cette formation des travailleurs, à supposer qu'elle soit optimale, il importe de refuser un déterminisme technologique et organisationnel, produisant inévitablement les effets analysés dans les pages qui précèdent. C'est-à-dire, tenter de répondre à trois questions :

— Existe-t-il des degrés de liberté dans le choix, l'utilisation des nouveaux équipements, et dans la flexibilité de l'organisation du travail que semble exiger la production ?

- Existe-t-il en Belgique, au niveau des entreprises, des structures capa-

bles de contrôler ces degrés de liberté, et des outils pour le faire?

— N'y a-t-il pas une autre analyse à mener, qui dépasse le cadre de l'entreprise et replace le problème de l'automatisation et de l'informatisation dans un contexte plus large — appelant par là-même des ripostes à un autre niveau?

a) Ni déterminisme technologique, ni déterminisme organisationnel

L'automatisation de processus continus, ou de certains postes de travail, peut être aujourd'hui très poussée. Il est possible, dans la chimie ou le pétrole, d'arriver à faire établir par ordinateur des diagnostics d'incidents, ou de déséguilibre du système. Mais ce faisant, on ne couvre jamais tous les incidents, tous les déséquilibres possibles: la part d'imprévus résiduelle, c'est à l'opérateur à y veiller. Mais s'il n'a plus l'habitude de manier les paramètres, de faire des corrections, d'évaluer le résultat de ses actions, en cas d'incident non prévu, il sera complètement perdu... D'où l'idée d'un choix du niveau d'automatisation qui découle moins des possibilités technologiques que des contraintes humaines. Dans une usine d'engrais, la direction avait presque totalement automatisé un atelier de granulation qui tournait autrefois en manuel. Installation très sophistiquée, montée à grands frais; de jeunes techniciens sont embauchés pour la faire tourner, et les travailleurs de l'atelier sont mis en parallèle, pour faciliter le démarrage. Bientôt cependant ils sont placés à l'écart, dans d'autres ateliers moins automatisés - procédure « en sifflet » classique, qui vise à remplacer progressivement des travailleurs âgés, mais expérimentés, par de jeunes techniciens, et qu'on retrouve dans beaucoup d'automatisations. Mais le processus n'est pas stable, les incidents sont nombreux. Bientôt il faut déchanter. Les travailleurs âgés sont rappelés. On défait quelques boucles de régulation. Le tableau synoptique de la salle de contrôle possédait en principe toutes les indications nécessaires à la marche de l'installation, c'est-à-dire que tous les travaux peuvent s'effectuer à l'aide de cadrans, d'enregistrements, de boucles de régulation, mais on en revient souvent au coup d'œil direct sur les granulés - qui renseigne tout de suite si c'est « trop gras ou trop sec ». Retour en arrière? Il s'agit sans doute moins de cela que de la recherche d'une forme d'automatisation très éloignée du « modèle pétrolier » (salle de contrôle unique avec perte totale des indices informels) mais mieux adaptée aux conditions locales, à la nature de la production, à l'expérience des travailleurs en place.

On a pu, à juste titre, dans le secteur des banques et des assurances, critiquer la façon dont se sont implantés les terminaux d'ordinateur: avec la création de pools d'encodage, où le personnel était astreint à une tâche répétitive, continue, et vidée de contenu. La décentralisation de certains travaux au niveau des agences a permis, dans certains cas, que le terminal ne soit qu'un outil, utilisé de manière ponctuelle. On retrouve ce processus dans l'industrie. Dans une petite firme carolorégienne dynamique, il y a, au centre de l'atelier de montage de moteurs, un terminal d'ordinateur. Les travailleurs peuvent y résoudre, en quelques instants, des problèmes d'équilibrage de moteurs. Ils mesurent, avec un appareil de mesure de vibrations universel, l'amplitude et la phase à vide et avec une masse, puis ils introduisent les données eux-mêmes au terminal. L'ordinateur calcule alors la position angulaire

du balourd, le poids des masses d'équilibrage, le nombre de masses à placer, et la position angulaire de ces masses. Ici aussi le terminal est un outil dont on se sert lorsqu'on en a besoin. C'est dans la même firme qu'on trouve des machines à commande numérique où l'opérateur compose lui-même son programme, et où il ne reste pas en continu. Il va périodiquement travailler sur des machines traditionnelles, pour ne pas perdre le tour de main. Le déplacement de poste que cela occasionne, n'est pas vu comme une déqualification, mais comme la possibilité d'acquérir une qualification nouvelle, sans perdre l'expérience antérieure.

On parle de plus en plus, dans certains milieux, de la « perte de la valeurtravail » : véritable signe d'une crise de société, responsable de l'absentéisme croissant, malgré la situation économique dans les entreprises. Rassurant de penser qu'il s'agirait d'un changement de valeur sociale, c'est-à-dire d'un phénomène où l'entreprise ne serait pour rien. La réalité est plus complexe. La réalité c'est un travail de plus en plus dense. C'est une organisation - ou une absence d'organisation - qui sous prétexte de flexibilité, déplace les travailleurs comme des pions. Sait-on que dans certaines entreprises du pays, on emmène les travailleurs en car le matin, vers une destination qu'ils ne connaissent pas, pour un poste qu'ils n'ont jamais occupé parfois? Bien sûr c'est mieux que le chômage. Mais est-il vraiment impossible d'arriver à des formes plus stables, à une mobilité des travailleurs à l'intérieur d'unités plus larges qui elles seraient inchangées? Quel que soit l'arrachement que cela suppose, on peut penser que le couple ouvrier-machine est révolu, mais il existe actuellement quantité d'expériences faites au niveau du travail en équipe, avec des formes organisationnelles très souples, qui montrent que c'est réalisable (16). La résistance de l'entreprise à une plus grande maîtrise qu'exerceraient les travailleurs sur l'organisation du travail, sur la gestion des ateliers, est très forte, en Belgique en particulier. Dans une usine d'armement où l'absentéisme féminin tournait autour de 25 %, une enquête auprès des travailleuses fit apparaître que c'est la dislocation continuelle des équipes de travail pour satisfaire aux fluctuations de la production, qui était le plus difficile à supporter. Perte constante des liens affectifs, changement de locaux, rythme de travail très brisé. Interrogés sur la possibilité d'intégrer dans le planning de production, l'idée d'une stabilité relative des équipes, les dirigeants de la firme déclarèrent l'affaire impossible. Or dans une usine d'engrais où les produits sont très diversifiés, on s'arrange pour fabriquer, malgré la nécessité de flexibilité du marché, des formules qui séquentiellement n'offrent que peu de différences : on regroupe, mensuellement, les formules les plus proches. Pour ne pas devoir nettoyer et vider toutes les installations. Pour des contraintes technologiques. Si l'idée d'une permanence des composants d'une formule chimique, l'entreprise peut l'intégrer, pourquoi pas celle d'une stabilité dans les composantes humaines qui constituent un groupe de travail?

Perte de la valeur-travail? Un retraité montrait fièrement l'atelier qu'il avait reconstitué dans son hangar, bien avant sa retraite, à partir du moment où il avait senti que « rien n'allait plus » dans l'usine. Atelier complet : morceau d'usine. Intact. A quoi conduit l'acceptation d'un désinvestissement au niveau du travail? A faire déserter l'usine, sans doute, mais surtout à faire admettre des formes de fragmentation de la classe ouvrière. Exemple des caissières de grands magasins. Travail intense. Dans des conditions souvent difficiles. Absentéisme élevé. Solution proposée : le mi-temps. Les femmes qui travaillent à mi-temps — parce qu'elle ont des contraintes familiales, mais surtout parce que le travail peut difficilement être accompli à temps plein, compte tenu de la charge mentale qu'il exige — sont plus rentables, moins revendicatives. A la revendication du contenu du travail, le patronat oppose une gestion plus souple du temps hors entreprise : facilité de prendre des

congés, horaire variable, mi-temps ou temps partiel, qui ne laissera en place que des travailleurs occasionnels. Occasionnels, car leur jeunesse sera éphémère, occasionnels parce que mi-temps, occasionnels car ils s'useront très vite... A cette carte postale, celle du temps de loisir — qui n'est pas bien sûr la réduction de la semaine de travail — il faut opposer des revendications précises.

Parmi les ripostes les plus immédiates, il y a l'absentéisme et le freinage des cadences. Freiner la production, s'abstenir, ont toujours été, pour les travailleurs, des moyens de s'exprimer sur leurs conditions de travail. Moyens pas dérisoires puisqu'ils s'appuient sur un substrat économique. Parmi les motifs qui ont conduit les pays scandinaves à lancer ce qu'on a appel « le mouvement de démocratie industrielle scandinave » la désaffection de la main-d'œuvre à l'égard du travail en entreprise, entrait pour une bonne part. Certes ce mouvement portait une critique incisive à l'organisation taylorienne du travail, suggérait de laisser davantage d'autonomie aux travailleurs, de concevoir des tâches élargies, au cycle de travail plus long; mais on sait trop peu que les usines qui s'en sont fait les champions, parfois à grand renfort de publicité comme la firme Volvo, étaient confrontées à des taux d'absentéisme de 30 à 40 %, et à une rotation du personnel de parfois 100 %.

Si les postes de terminaux d'ordinateur commencent à être étudiés, si le temps d'occupation continue à ces postes est négocié aujourd'hui avec les organisations syndicales des banques, des assurances, si les nuisances possibles des écrans cathodiques ont fait couler tant d'entre, c'est qu'au départ, il y a eu un refus des travailleurs, marqué par des revendications, de l'absen-

téisme, voire des grèves dans ce secteur (16).

Au temps morcelé, compressé, les travailleurs répondent par des réappropriations du temps. Bernoux en donne un exemple (17): dans un atelier d'usinage, où la vitesse des machines est réglée, où il y a un temps alloué par le bureau des méthodes pour chaque opération, les travailleurs jouent sur les opérations de chargement et de déchargement, et n'observent pas les pauses horaires, pour « bourrer » à certaines heures et ralentir à d'autres. Complicité des contremaîtres puisque le travail est fait, mais opposition de la hiérarchie: en effet, ce bourrage permet de récupérer deux heures en fin de journée, qui sont passées « à se promener, à discuter ou à ne rien faire jusqu'à la sortie... » (17).

Signification sociale évidente de ce redécoupage du temps : c'est le pied de nez au bureau des méthodes, c'est le groupe soudé dans l'expérience d'un temps reconquis — pour le partager avec les copains. Car, comme nous l'avons déjà souligné, la reconquête du temps, pour le travailleur, c'est toujours la reconquête d'une structure sociale. Au-delà de cet exemple, que l'entreprise peut encore tolérer parce qu'il ne la gêne pas sur le plan de la production, l'auteur analyse le freinage, par lequel un groupe de travail limite volontairement les cadences, et il y voit une autre forme d'appropriation directe de l'outil de travail par les travailleurs. Et il remarque:

« Redécouper le temps de travail en remontant la chaîne ou en la bourrant à certaines heures pour n'avoir rien à faire d'autre, mais aussi, s'approprier un espace; régler soi-même sa machine, avoir des tours de main, analyser et critiquer le fonctionnement et la gestion d'une ligne, freiner ou « faire la perruque », faire grève pour défendre son outil de production qui est aussi sa communauté, ces comportements ont pour fonction de récupérer une autonomie, une initiative face à un environnement écrasant » (17).

Recherche d'une identité de groupe à travers ces actions et recherche essentielle. Elle ne doit cependant pas masquer l'ampleur des phénomènes qui se posent aujourd'hui, la cohérence de la pénétration de l'électronique

dans tous les secteurs. Au niveau des entreprises même, il est indispensable de réunir l'ensemble des forces capables de freiner, de modifier, d'agir sur les projets d'installations nouvelles.

b) structures des entreprises et outils de contrôle des conditions de travail

La Belgique est un pays de tradition sociale, avec un mouvement ouvrier fort, des organisations syndicales puissantes, et des organes de représentation des travailleurs à différents niveaux dans l'entreprise, bien structurés. Tout ceci est de bon augure, si on fait le compte du potentiel dont on dispose pour influer sur l'évolution technologique. Il y a pourtant des facteurs de frein considérables. Tout d'abord, la difficulté qu'ont des organisations syndicales à la fois pragmatiques et institutionnalisées, de faire face aux situations nouvelles que pose cette évolution technologique : carence de réflexion théorique sur la question, et manque de souplesse pour des formes de lutte qualitatives, très proches du terrain. Mais si les organisations en tant que telles ont de la peine à intégrer ces données, du côté des entreprises, les choses commencent à bouger, et beaucoup de délégués se sentent directement concernés. Il faut d'abord citer, car il a une importance certaine, si pas de façon directe, du moins dans le mouvement d'idées qu'il a provoqué, l'arrêté sur la politique de prévention. En 1975 paraissait au Moniteur belge, cet arrêté qui donnait au chef de sécurité - et rappelons qu'en Belgique toute entreprise possède un chef de sécurité - une série de missions bien précises, dont celle de « veiller à l'adaptation du travail à l'homme » - ce qui était une manière indirecte d'introduire l'ergonomie (18) dans la législation. Homme seul sans statut protecteur, le chef de sécurité est assisté pour accomplir ses missions, du médecin du travail et du délégué. Formulation bien vague, que celle d'adapter le travail à l'homme, mais qui allait se concrétiser dans la formation complémentaire désormais obligatoire pour les chefs de sécurité: 210 h pour les chefs de sécurité de petites entreprises, et 400 h pour les chefs de sécurité des grosses entreprises, ou à risque élevé. Dans cette formation complémentaire, des données techniques de sécurité, mais aussi des cours à caractère social, et des cours d'ergonomie. Pour beaucoup d'entre eux, première confrontation avec l'ergonomie. Désarroi et impuissance. Comment combattre l'inertie des entreprises ? Comment se faire entendre quand on n'est « que » chef de sécurité, c'est-à-dire indépendant peut-être dans son jugement, comme le veut l'arrêté royal, mais si dépendant pour toute action concrète, de la direction, de la ligne hiérarchique?

Certains chefs de sécurité sont restés prisonniers de cette position difficile. Mais beaucoup d'entre eux amorcent aujourd'hui des mouvements d'ouverture vers les médecins du travail et vers les délégués. Vers les délégués, car ils représentent une force de pression pour faire aboutir, dans l'entreprise, des revendications en matière de conditions de travail. Vers les médecins, car, finalement, ils apparaissent comme les experts privilégiés pour ce qui concerne la santé et le confort du travailleur.

Dans certaines entreprises du pays, des équipes ergonomiques pluridisciplinaires se sont créées, avec la présence du médecin du travail, du chef de sécurité, de délégués pour étudier des postes de travail, voire pour en imaginer de nouveaux. Ainsi à Cockerill, le projet d'implantation des coulées continues de Chertal et d'Ougrée est-il étudié dès la planche à dessin, par une équipe où sont représentés les bureaux d'étude, la production, les organisations des travailleurs, les services médicaux et de sécurité, et des experts. Ceci, afin que dans la démarche de conception, des critères humains soient pris en considération : niveau d'automatisation à choisir, type d'organisation du travail, facteurs d'ambiance, stress et monotonie, nuisances particulières font l'objet de discussions. (19)

Pour une réalisation de ce type à Cockerill, combien de petites entreprises où rien ne se fait, où les investissements sont lancés de manière anarchique, sans tenir compte des travailleurs qui les utiliseront?

Exact.

Exact aussi que dans certains secteurs, plus touchés que d'autres, la situation est loin d'être aussi favorable. Mais dans chacun d'eux, il peut exister des formes particulières de lutte. Comme le disait un permanent syndical :

«Il faut une autre approche, une autre logique. Il faut être clair: je ne comprends rien du tout dans tout cela. Il y aura tou-jours un technicien qui sera plus fort que moi... alors si j'embraye dans la logique technique, j'abandonne ma logique syndicale... Aujourd'hui, il faut procéder avec les travailleurs à une analyse des conditions de travail pour déterminer les conditions dans lesquelles on veut, et on va travailler...» (20)

Une autre logique : dans le problème particulier que pose la charge mentale, il a plus que raison. En effet, s'il est relativement aisé de mesurer la charge physique de travail — à partir de la consommation d'O2 ou de la fréquence cardiaque, par exemple — il est impossible d'évaluer de la même manière la charge mentale. On sait pourtant beaucoup de choses sur elle; on sait par exemple qu'elle est influencée par la quantité d'information à traiter par unité de temps, par l'attention qu'il faut porter à la tâche, par sa complexité, par le fait de travailler à cadence libre ou imposée, par l'expérience, par des facteurs émotifs, par le bruit, etc... Mais en donner le niveau précis est impossible.

La connaissance de certains types de travaux permet, cependant, à partir de caractéristiques du poste, de définir si les contraintes sont acceptables pour un sujet. C'est notamment le cas de travaux simples, comme le travail répétitif à la chaîne, ou celui que fait un travailleur devant une machine. Profitant de ces connaissances, qui restent cependant limitées à des cas bien définis, des méthodes d'analyse de conditions de travail (21) proposent des évaluations de postes, sous différents plans, y compris celui de la charge nerveuse. Elles commencent à être diffusées dans les entreprises, et notamment par l'Institut pour l'amélioration des conditions de travail à Bruxelles. Bien qu'imparfaites, elles sont une aide pour tous ceux, y compris les travailleurs, qui voudraient dépasser une première évaluation subjective et globale du poste, pour tenter d'en approfondir certains aspects. Dans les autres cas, si on peut détecter des tensions nerveuses trop importantes, quand elles dépassent un certain seuil — d'où des accidents, des crises de nerfs, des troubles psychosomatiques — ce sont des manifestations beaucoup trop tardives.

C'est pourquoi c'est un domaine où l'expression collective des travailleurs est si importante. Qu'une travailleuse rentre chez elle, le soir, avec une migraine, et soit irritable avec ses enfants, voilà ce qu'un responsable de production rapportera immédiatement à sa constitution féminine. Mais que trente travailleuses découvrent un matin qu'elles avaient, la veille, terriblement mal à la tête, et que tous leurs enfants ont été fessés, voilà un fait collectif qu'on aura plus de mal à attribuer au mystère féminin.

Parce qu'elle échappe à la mesure rigoureuse, parce que compte tenu de l'évolution technologique elle est immédiatement liée à la productivité, la charge mentale va toujours être durement négociée, s'inscrire dans un rapport de force, reposer sur la combativité des travailleurs. Et ce, sur le terrain.

On peut trouver cependant, et dans une réflexion théorique syndicale, et dans des conventions collectives sectorielles, un appui à ces luttes internes. Il faut noter à cet égard, car il est intéressant, un concept nouveau dans la négociation entre employeurs et travailleurs en Grande-Bretagne, qui est celui de « conventions technologiques » (technology agreements) (22). Le but de ces

conventions est d'obliger les parties concernées à envisager tous les aspects, économiques, sociaux et humains, d'une innovation technologique avant son adoption définitive. Elles font notamment participer les travailleurs à l'examen des effets d'une innovation sur leurs conditions de travail.

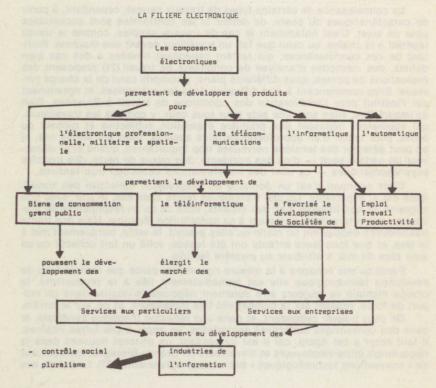
c) La filière électronique et la stratégie des groupes industriels...

Au-delà d'une réflexion centrée sur l'impact de l'évolution technologique dans les entreprises, et dans la vie sociale ou familiale des travailleurs, on peut se poser des questions sur la stratégie des groupes industriels produisant des composantes électroniques. Dans un document récent, un groupe de travail du PS de l'Isère (France) analyse la stratégie développée par Matra (23):

Créé après la guerre et spécialisé d'abord dans les missiles militaires, Matra s'est tourné vers le spatial dans les années 60, et s'est diversifié dans l'optique, le transport et les télécommunications, le télécontrôle dans les années 70 (le développement de la société a été assuré par la demande militaire de technologies de pointe).

» Par ailleurs, Matra a développé un département automobile il y a une quinzaine d'années et par ce biais a cherché à déplacer son image de marque du domaine militaire, vers celle du modernisme et de la compétition. L'image de marque étant devenue

Tabl. 2. — Schéma du groupe de travail «Relations recherche-industrie», PS-Isère, mai 1981.



favorable, Matra a pu prendre une participation dans la station de radio Europe 1 sans réaction de l'opinion publique, et disposer ainsi d'une plate-forme pour le lancement d'un grand groupe de communication. Par la suite, Matra a pris le contrôle de quelques journaux, revues ou périodiques (Dernières Nouvelles d'Alsace, France-Football, Jacinthe, Vingt Ans) et récemment a pris le contrôle d'Hachette, qui contrôle une part importante de l'édition en France, possède de nombreuses filiales étrangères, et développe un important département audio-visuel. Par ailleurs Matra construit des satellites de communication et de télédiffusion, est engagé dans le programme spatial européen, et participe donc activement à la production de systèmes de communication qui diffuseront l'information produite par le groupe. D'autre part, le groupe a aussi comme axe de développement l'électronique professionnelle, a racheté des entreprises qui utilisent l'électronique (armement, machine-outil, horlogerie, équipements automobiles...), se diversifie dans les services en informatique, a créé des entreprises pour la production de composants (collaboration avec Harris, puis Intel), se lance dans la fabrication des équipements pour l'industrie électronique, et s'intéresse actuellement à la vente d'informations, au cinéma, à la formation professionnelle ».

Implications militaires, création de nouveaux besoins sociaux, contrôle des média, créations de nouveaux secteurs d'accumulation du capital, nouveaux marchés pour les entreprises : étonnante stratégie de l'araignée... Lorsque ses fils se révèlent, éclatent les cloisons qu'on croyait solides entre la vie familiale et sociale, l'industrie et la recherche militaire. Cohérence de la filière électronique qui tisse autour du citoyen un réseau très serré dont il n'aperçoit même pas le dessin...

Si l'extension de l'équipement en matériel électronique est présenté comme « la » solution à la crise, par le capital — réduction des coûts généraux, augmentation de la productivité, croissance de nouveaux secteurs — les liens inattendus que la filière fait apparaître entre des secteurs différents, et l'extraordinaire contrôle social qu'elle représente, méritent une réflexion politique.

Si dans les entreprises il existe des degrés de liberté, des formes alternatives de travail, des ripostes à élaborer, il importe de prolonger cette réflexion à un autre niveau. A cet égard, le projet de nationalisation de l'activité militaire de Matra, en France, à la suite des récentes élections présidentielles, est un exemple de réponse possible.

⁽¹⁾ Cf. notamment J. Neuville, La condition ouvrière au XIXº siècle, Editions Vie Ouvrière, Bruxelles, 1976 et E. Dolleans, Histoire du mouvement ouvrier, A. Colin, Paris, 1957.

⁽²⁾ J. Sandrin, Le travail des enfants au XIX° siècle, in « Le Peuple Français », Revue d'histoire populaire, n° 21, janvier-mars 1976.

⁽³⁾ Rondiers : ouvriers chargés de contrôler les installations en effectuant régulièrement une « ronde » de surveillance.

⁽⁴⁾ Pour un dialogue entre l'enseignement technique et professionnel et l'entreprise, Fabrimétal Hainaut-Namur, décembre 1979.

⁽⁵⁾ Op. cit..p. 17.

⁽⁶⁾ Op. cit. p. 18. (7) Op. cit. p. 11.

⁽⁸⁾ V. De Keyser, Communication à la journée d'études sur l'absentéisme organisée par Fabrimétal Hainaut-Namur le 19 mai 1981 à Floreffe.

⁽⁹⁾ Rapport Fabrimétal Hainaut-Namur cité, p. 21. (10) Rapport Fabrimétal Hainaut-Namur cité, p. 22.

(11) Etude sur les retraités. Document interne au Centre d'études et de recherches industrielles à Bruxelles.

(12) S. Pacaud, Recherches sur le travail des téléphonistes, in « Le Travail Humain »,

1949, XII, 1-2, 46-65.

(13) P. Cazamian, La fatigue mentale industrielle, document ronéo. Université de Paris 1, Panthéon Sorbonne.

(14) W. Grossin, Les temps de la vie quotidienne, Mouton, Paris-La Haye, 1974.

(15) Problèmes de santé mentale que pose l'automatisation. Organisation mondiale de la santé, Ser. Rap. Techn. 1959, 183.

(16) Problèmes posés par les terminaux d'ordinateur. Actes des journées d'étude du C.R.E.S.E.P.T. tenues à Bruxelles les 15 et 16 septembre 1978.

(17) P. Bernoux, L'appropriation du temps de travail, in « Le Travail Humain », tome 43, 2/180.

(18) Ergonomie: ensemble des connaissances nécessaires pour adapter le travail à l'homme, c'est-à-dire pour concevoir des machines, des outils, des installations, où il puisse travailler avec un maximum de confort, de sécurité, d'efficacité.

(19) Projet de recherche financé par la CEE, dans le cadre de l'action communautaire

(20) Table ronde sur la percée de l'ergonomie dans les entreprises belges : les syndi-

calistes francophones. IACT, Bruxelles, le 24 février 1981.

(21) Cf. notamment Pour une analyse des conditions du travail ouvrier dans l'entreprise, Lest, A. Colin, Paris 1975. Techniques d'amélioration des conditions de travail dans l'industrie, Avisem, Editions Hommes et Techniques, Paris 1977.

(22) Cf. notamment la lettre d'information n° 8 de l'IACT (Institut pour l'amélioration

des conditions de travail).

(23) Données générales sur la filière électronique. Document de travail produit par le groupe de travail sur les relations recherche-industrie, PS-Isère, France, mai 1981.

A LIRE AUSSI DANS LES C.M.:

Informatique et politique, P. Beauvois, septembre 1979. Nouvelles techniques, luttes nouvelles, table ronde (avec la participation de militants syndicaux), septembre 1980.

Information, informatique: l'imaginaire et le réel. L. Jovy. octobre 1980.

Informatique et vie privée: Big Brother, connais pas?. P. Ergo, juin 1981.

Pourquoi une Fondation travail/santé mentale?

« La lutte syndicale et politique, c'est aussi et même essentiellement, une lutte pour refuser les destins tout tracés. »

Cette définition de la lutte syndicale et politique, du combat des forces progressistes, a été formulée par le réalisateur français de télévision, Daniel Karlin — coauteur avec le Dr Tony Lainé, de « La raison du plus fou » et du « Petit donneur d'offrandes ».

Refuser les destins tout tracés, c'est par exemple combattre l'aliénation qui impose au fils de manœuvre un chemin de vie beaucoup plus étroit que celui que parcourra le fils d'ingénieur. Mais c'est aussi pour Daniel Karlin et Tony Lainé combattre la tendance à étiqueter, puis à enfermer les gens différents, jugés dangereux parce qu'ils sont différents.

On le sait, Karlin et Lainé s'acharnent à expliquer, à démontrer — par le livre et par l'image — que la tendance à se débarrasser des « différents-dangereux » en les enfermant derrière les murs d'un asile ne résout aucun problème, mais les multiplie plutôt. Au delà de l'institution asilaire, ils combattent les étiquetages (débile, arriéré, fou) et les discours ou idéologies qui enferment. Car tout cela contribue à produire « des destins tout tracés ».

Il me semble que le propos de Karlin et Lainé aide à bien situer la raison d'être d'une Fondation syndicale, créée par la FGTB — la Fondation travail/santé mentale, à propos de laquelle surgit bien souvent la question : « Mais pourquoi le syndicat doit-il s'occuper de santé mentale? »

Il y a une première réponse à donner à cette question, dans la mesure où la notion de santé mentale y apparaît dissociée de la notion globale de santé. Il faut rappeler que la santé se trouve depuis long-temps dans le champ de l'action syndicale. La Sécurité sociale, et singulièrement l'Assurance-maladie-invalidité n'est pas un don du ciel, mais le résultat de luttes notamment syndicales. Il en est de même de la

médecine du travail et de sa nécessaire évolution vers un secteur dynamisé par le contrôle ouvrier. Mais au delà de l'AMI et de la médecine du travail, les organisations syndicales sont amenées à se préoccuper de plus en plus des problèmes de l'environnement (pas seulement dans l'usine ou autour d'elle), des cadences de travail, de logement — c'està-dire des divers facteurs qui conditionnent l'état de santé des travailleurs (1). Si on conçoit le problème dans ces termes, on comprend mieux que la santé mentale s'insère tout naturellement dans ces préoccupations.

En tout état de cause, à la question « Pourquoi le syndicat s'occupe-t-il de santé mentale », la FGTB-interrégionale Bruxelles Hal-Vilvorde, répond clairement :

- dans le cadre de notre système socio-économique, et singulièrement dans le cadre de la crise qui frappe ce système, la relation entre conditions de travail (ou de non-travail) et santé mentale apparaît de plus en plus étroite;
- l'expérience montre que si l'organisation syndicale ne prend pas en charge l'insertion ou la réinsertion d'un camarade dit handicapé, celui-ci rejoindra quasi fatalement le champ des exclus de la société.

D'où la conviction qu'il s'agit bien d'un enjeu syndical.

Des exemples vécus peuvent nous faire partager cette conviction.

— Après quatorze ans de service dans un grand magasin, V. perd son emploi. C'est un employé « méritant » : il preste des heures supplémentaires, a d'excellentes relations avec son chef de bureau, qui l'entraîne à enfiler avec lui quelques verres.

Pendant plusieurs années, avec des hauts et des bas, V. s'arrête de boire, recommence — s'arrête. Puis vient une promotion : chef dans un service informatique.

Le travail est dur, V. demande à un médecin de l'aider à combattre sa fatigue. Cela se traduira par l'engrenage des calmants, le médecin de V. ne se préoccupant pas de rechercher les causes de la maladie. Comme les médecins de l'entreprise pratiquent le même genre d'« art de guérir », V. va, pendant trois ans, se bourrer de calmants obtenus sans examen et sans conseils. Et comme tous les intoxiqués, il apprendra à se « débrouiller » même sans ordonnance.

Les médicaments et l'alcool ont conduit V. à la perte de son emploi. Mais selon un scénario original, mis au point par la direction de la firme: V. a été invité à démissionner pour éviter « son renvoi pour ivresse sur les lieux du travail ». Or, le SETCa de Bruxelles estime qu'au point où en était V., il était impossible de déterminer si son comportement ne résultait pas de l'absorption de calmants: « les symptômes sont les mêmes », écrivent le SETCa et la Fondation travail/santé mentale. Parce que V. a « démissionné », il n'a pas droit aux allocations de chômage. Après une cure de désintoxication, il se retrouve à 44 ans, guéri mais sans ressources. Le syndicat estime que cette affaire le regarde, qu'il lui appartient d'agir pour que cet employé ne reste pas un « exclu ». Il revendique de surcroît pour les travailleurs le contrôle de la médecine du travail.

Si l'itinéraire de V. peut paraître très particulier, le cas de travailleurs « mal dans leur peau » et qui recourent à la boisson, est fréquent. Et fréquents les licenciements motivés par l'alcoolisme.

- A., immigré analphabète, avait été envoyé à la Fondation par une institution thérapeutique qui refusait le diagnostic d'« arriéré profond » et « psychotique » établi par la psychiatrie classique. Retrouvant un travail grâce au SETCa dans un service d'une grande surface, il a avec l'aide de ses compagnons progressé et acquis une certaine autonomie. Il peut vivre en société et les étiquettes qui lui avaient été collées étaient, en tout cas à terme, impropres.
- R. qui a fait des études moyennes, avait aussi été envoyé à la Fondation par un neuro-psychiatre. Il a eu beaucoup de mal à sortir de son épuisement physique et psychique. Placé dans un grand magasin, il a quitté son travail après peu de temps. Mais il est revenu, a eu une explication avec ses compagnons et a pu s'intégrer au travail. Il a obtenu un contrat. Il est détendu et sociable.
- G. a bénéficié des effets d'une collaboration suivie entre le centre de guidance qui l'avait envoyé à la Fondation, et les services de cette dernière. Après deux ans de travail, il est considéré comme guéri. S'il mérite une étiquette aujourd'hui, c'est celle de « personnalité riche »,.

Certes, et qui pourrait s'en étonner? tous les dossiers traités et suivis par la Fondation ne débouchent pas sur des réussites : le travail n'a pas en lui-même et automatiquement un rôle thérapeutique. Et l'expérience du collectif de la Fondation travail/santé mentale tend à souligner l'importance que conserve un soutien thérapeutique prolongé.

Les demandes qui parviennent, de plus en plus nombreuses, à la Fondation sont toutes étudiées, triées. Mais ce tri n'implique pas un étiquetage : au contraire, on tente au maximum d'éviter les étiquettes, parce qu'elles sont des signes d'exclusion.

Qui s'adresse à la Fondation?

- des personnes sortant de cure, de post-cures, d'établissement psychiatrique, et qui cherchent du travail;
- des personnes qui souffrent de « malvie » à l'entreprise et éprouvent le besoin d'une aide. Parmi elles, les travailleurs immigrés, rarement considérés comme des personnes, souvent aux prises avec des problèmes de santé, de mauvaise adaptation au travail, de mauvaises relations avec les collègues, etc.
 - des accidentés du travail, handicapés.

Pour la première catégorie de ces personnes, la Fondation consulte les milieux thérapeutiques intéressés, auxquels elle propose une approche du problème de la réinsertion professionnelle très différente de l'approche habituelle, qui est patronale. Les milieux thérapeutiques sont très éloignés des réalités sociales; pour certains, une réflexion commune avec la Fondation est féconde.

Quand, au travers d'entretiens parfois prolongés, sont connues les motivations et les possibilités de travail des « demandeurs », commence une guidance vers l'emploi puis un effort de réinsertion. C'est ainsi que la Fondation assume la mission de relais entre les institutions

en place et une vaste catégorie de citoyens mal outillés pour recourir à ces institutions. Relais dynamique qui agit dans les deux sens — milieu thérapeutique, milieu de travail.

Les postes de travail n'abondent pas, on s'en doute, à l'heure où officiellement l'Etat dénombre 400.000 chômeurs complets. Ils sont obtenus par une négociation avec les délégations syndicales. Mais cela — qui n'est pas rien! — ne peut suffire. Il est assez vain de placer un ex-malade si on n'assure pas sa prise en charge par le collectif des travailleurs qui l'entourent. A cet égard, la formation de ceux qu'Anne-Marie Appelmans et Jacques Ternest appellent « secouristes » s'avère très précieuse: assurer aux compagnons de travail un bagage minimum de connaissances sanitaires pour repérer des symptômes de rechute. mettre en place un système d'alerte efficace, voilà qui permet d'éviter des drames. Car même après trois ans de travail régulier, il peut arriver à un ancien malade de « délirer ». Si les gens avec lesquels il travaille, sont informés, ils ne s'affolent pas et veillent à la protection de leur camarade. « C'est comme pour une grippe ou un cas de diabète ». disent-ils. Cette forme syndicale d'éducation sanitaire nous paraît capitale. Alors que la maladie mentale fait généralement peur, ici on arrive à la banaliser. Ce n'est pas un « fou », celui qui à certains moments de moindre résistance, s'absente pour passer trois jours dans un hôpital psychiatrique; c'est un malade et il reste un compagnon. Ce seul résultat justifierait l'existence de la Fondation.

Mais la Fondation intervient aussi, en cheville avec les Offices de droit social, pour défendre des travailleurs aux prises avec un Tribunal du travail et dont les difficultés ont nécessité une expertise psychiatrique. A cet égard, la Fondation note l'incapacité des experts « d'entrer dans une autre logique que celle de leur propre milieu social ». Il apparaît au travers de l'expérience vécue par la Fondation que dans leur ensemble, les experts psychiatriques ignorent tout des réalités dans lesquelles évoluent les travailleurs et qu'ils se bornent, dans le meilleur des cas, à une attitude paternaliste. Leur manière d'isoler le travailleur handicapé, de privatiser ses problèmes aggrave la situation. C'est ce qui rend si importante une intervention syndicale, tout entière axée sur la solidarité et la dignité ouvrières.

Et les accidentés du travail?

lci aussi, la Fondation opère aux côtés des Offices de droit social. Prenons deux exemples qui n'ont rien d'extraordinaire.

Un magasinier transporte des caisses de produits pharmaceutiques. Une bouteille mal fermée laisse échapper des gaz toxiques. L'homme perd connaissance, est transporté à l'hôpital où son traitement se prolonge de mois en mois. C'est un handicapé.

Une ouvrière responsable d'une machine, glisse sur une flaque d'huile. Elle fait une chute grave et sortira de l'hôpital avec la mention handicapée à vie.

L'objectif numéro 1 de la Fondation et des Offices de droit social, c'est d'empêcher l'exclusion de ces femmes et de ces hommes du monde du travail. Cela signifie une lutte juridique et syndicale pour imposer le droit à la réparation, contre les tentatives trop fréquentes

des compagnies d'assurance de sous-évaluer le degré d'invalidité des accidentés (2). Cela signifie aussi une action — certes de longue haleine — pour conquérir le droit au travail, et en attendant, une action pour atténuer la dureté du principe de la liberté patronale de licencier un handicapé.

« Dans la ville de Parme, sept jeunes handicapés, mentalement arriérés, ont été intégrés dans le personnel du dépôt

des bus municipaux.

L'administration provinciale de Parme, qui prit l'initiative de ce placement, après des études et des débats qui durèrent trois ans, consulta d'abord les délégués syndicaux du dépôt d'autobus, lesquels convoquèrent une assemblée générale des travailleurs de l'entreprise. Il y eut des hésitations. Beaucoup de questions furent posées, puis l'assemblée marqua son accord pour tenter l'aventure. Trois jours plus tard, les handicapés débarquaient dans l'atelier.

Depuis lors, les ouvriers du dépôt d'autobus assument collectivement la responsabilité des garçons auxquels ils donnent la possibilité de vivre leur journée de travail nor-

male dans l'atelier ».

Ces lignes ont paru dans les CM de juin-juillet 1974. Elles s'insèrent dans une série de témoignages rapportés alors d'Emilie-Romagne par les membres de la Commission santé du P.C.B.

Ces témoignages éclairaient la portée d'une vaste réforme sanitaire « anti-réformiste », entreprise sur deux plans — syndical et politique — dans une région gérée conjointement par les partis communiste et socialiste. Réforme visant à

- faire prendre en charge leur propre santé par les travailleurs organisés, à partir de l'entreprise, en forgeant une médecine du travail alternative,
 - privilégier la médecine préventive et l'éducation sanitaire,
- combattre la marginalisation d'importantes catégories de citoyens considérés comme non-rentables, depuis les retraités jusqu'aux handicapés en passant par les malades mentaux,
- articuler ce vaste mouvement à l'essor de la démocratie directe dans les quartiers.

Les ambitions et les moyens de la Fondation travail/santé mentale sont beaucoup plus modestes. Les affinités entre le projet global de la région d'Emilie-Romagne et la pratique entreprise par la Fondation syndicale belge me paraissent néanmoins incontestables. C'est en fin de compte de démocratie qu'il s'agit dans les deux cas, en luttant contre « les destins tout tracés », en combattant rejets et exclusions, en contribuant à sauvegarder l'identité et la dignité des handicapés.

⁽¹⁾ Voir à cet égard la variété des sujets que couvre la rubrique « Minute de Sécurité » de l'hebdomadaire Syndicats.

⁽²⁾ Voir Cahiers marxistes, juin 1981.

Cet article a été réalisé en collaboration avec Anne-Marie Appelmans et Jacques Ternest.

La Pologne à l'épreuve de la maturité

Le Parti ouvrier unifié polonais a réussi à écarter la tentation du recours à la force face aux grèves, écrivions-nous il y a un an (*), il « a fait preuve de réalisme et d'autocritique », mais il « n'en a pas pour autant été un élément moteur de la lutte pour le renouveau du socialisme en Pologne ».

Comme organisation, le POUP avait disparu pendant les grèves du mois d'août 1980. Il ne lui restait plus qu'un noyau dirigeant, maintenu en place par la force des choses, tandis qu'à la base, la contestation ou le désarroi se traduisaient par l'abandon de toute activité politique et par des désaffiliations massives.

Moins d'un an après, le IXº congrès extraordinaire du POUP a montré que cette décomposition du parti a été stoppée et surmontée. Ce rôle dirigeant du parti que mentionnaient les accords de Gdansk et qui ne paraissait plus alors qu'une fiction impossible à éviter en raison de l'environnement géopolitique de la Pologne, le POUP a entrepris de le reconquérir et son IXº congrès apparaît comme une étape capitale dans ce processus. Il a en effet consacré la ligne du renouveau et démontré avec éclat qu'il ne s'agissait pas du rêve d'une poignée de dirigeants « révisionnistes », mais que cette ligne était portée et voulue par l'immense majorité des membres du parti.

Ce IXº congrès (du 14 au 20 juillet 1981) fut non seulement extraordinaire à tous points de vue, mais même surprenant. Qui, en effet, aurait pu imaginer que le POUP s'était transformé à ce point? Les premières semaines de stupeur passées, le parti a été secoué par une véritable lame de fond d'autocritique et de critiques à l'encontre des dirigeants responsables de la situation dans laquelle se trouvait la Pologne en ce début de la décennie 80. Mais l'élément décisif a été que la base du parti a su dépasser assez rapidement le stade de la critique (même si elle était encore largement présente au congrès lui-même) pour entamer la lutte en faveur du renouveau du socialisme polonais. Ainsi, le parti a trouvé en son sein des forces ignorées des observateurs extérieurs et a montré qu'il ne se réduisait pas à une caste bureaucratique. Mais la

^(*) Pologne: les fruits mûrs d'un été chaud, « Cahiers marxistes », n° 87, octobre 1980.

capacité du POUP à jouer un rôle déterminant dans le débat politique n'a pas été retrouvée seulement grâce à cette richesse intérieure; elle est aussi intimement liée à la prise de conscience qu'il doit désormais tenir compte des autres forces à l'œuvre dans la société et que la seule voie possible était celle du renouveau, d'une réforme substantielle du socialisme polonais.

Tel était le seul moyen pour le parti de retrouver suffisamment de prestige et de renouer avec la population des relations fondées sur la confiance. Et c'est bien autour de cette question que s'est déroulée

toute la lutte politique au sein du parti jusqu'à son congrès.

La nécessité de tirer les leçons du passé et de sanctionner les fautes des anciens dirigeants a certes occupé une place importante dans les débats. Peut-être même trop grande, serait-on tenté de dire en voyant le temps consacré par le congrès à éplucher le passé de chacun et l'acharnement qui s'est manifesté contre l'ancienne direction. Mais les délégués reflétaient en cela un état d'esprit très largement répandu dans la population et cette réaction n'est en quelque sorte que la rançon du monolithisme : quand on détient le pouvoir sans partage et sans contrôle pendant des années et qu'on a la possibilité d'accumuler les erreurs, les déviations et même les malversations sans qu'aucun mécanisme institutionnel ne puisse apporter rapidement une sanction politique, il est fatal que les réactions de la population soient à la mesure de la catastrophe provoquée.

Cependant, le fond du débat se situait ailleurs : il s'agissait de savoir si, oui ou non, l'issue de la crise passait nécessairement par une réforme en profondeur des mécanismes de prise de décision du socialisme réel. C'est sur cette question que s'est établie la ligne de partage entre conservateurs et rénovateurs.

L'OPPOSITION CONSERVATRICE

Ces conservateurs ne sont d'ailleurs pas que des hommes liés au passé, des « apparatchiks » irrémédiablement attachés à l'équipe Gierek. Si pendant un an ils ont pu souvent, par leur résistance au renouveau, compliquer la recherche de solutions politiques et de ce fait aggraver les tensions sociales, c'est parce que nombre d'entre eux occupent une position stratégique. Ce sont ces milliers de cadres contrôlant l'organisation du parti ou de l'Etat, mais aussi l'appareil économique, la police, l'information, la culture. Disposant de pouvoirs qui n'étaient soumis à aucun contrôle démocratique et de privilèges matériels, c'est tout naturellement qu'ils se sont opposés à un processus de rénovation qui menaçait directement leur position dans la société. Mais on retrouve aussi parmi les conservateurs des ouvriers comme le macon Albin Siwak (un des nouveaux membres du Bureau politique) qui, tout en critiquant sévèrement l'appareil en place, s'oppose violemment à Solidarité et développe un discours ouvriériste et démagogique. Le groupe conservateur comptait enfin dans ses rangs des dirigeants comme Stefan Olszowski et Tadeusz Grabski, qui avaient été limogés par Gierek et étaient revenus à la direction du parti après les grèves de l'été 80.

Le paradoxe n'est qu'apparent de voir que ce sont deux anciens

opposants à Gierek qui ont symbolisé à la tête du parti l'opposition conservatrice à la ligne du renouveau de Kania. En fait Olszowski et Grabski avaient critiqué la politique économique menée à la fin des années 70 parce qu'ils avaient compris plus tôt que d'autres qu'elle menait à la catastrophe. Mais leurs objectifs ne dépassaient pas des changements de personnes et une correction de la politique économique qui n'auraient pas touché aux mécanismes du système politique et social. Les événements de l'été 80 n'avaient pas fait progresser leur analyse.

Au-delà des nuances ou même des divergences qui les séparaient, ces éléments conservateurs avaient en commun le refus de voir dans la politique menée dans les années 70 et dans la façon dont avaient fonctionné le parti et l'Etat les sources de la crise actuelle dont ils attribuaient la responsabilité aux grèves et au syndicat indépendant. Dans le même esprit, par nostalgie du monolithisme, ils considéraient les accords de Gdansk comme un accident de parcours plutôt que comme une chance historique de rénover le socialisme et de redéfinir les rapports entre le parti, l'Etat et la société.

Face à la réalité cependant, l'argumentation des conservateurs était singulièrement faible. A la veille du congrès par exemple, un de leurs grands arguments était que celui-ci n'était pas suffisamment représentatif de la société polonaise et traduisait la poussée du révisionnisme ou des tendances social-démocrates parce que les délégués ouvriers ne représentaient que 20 % du total. Ce raisonnement quelque peu simpliste oubliait d'abord que la cause première de cet état de fait était la politique menée pendant les années 70, qui avait fini par dresser un mur de méfiance entre la classe ouvrière et le parti. Il est significatif que sur les quelque 200.000 membres du POUP qui ont rendu leur carte depuis les grèves de 80, les deux tiers étaient des ouvriers. Et parmi les ouvriers qui sont restés au parti, la méfiance persistante explique sans doute leur résistance à exercer des responsabilités et leur peur d'être étouffés par l'appareil. Enfin, beaucoup des ouvriers parmi les plus actifs politiquement sont devenus membres de Solidarité et y ont été élus à des postes de responsabilités, ce qui leur interdisait d'entrer dans les organes dirigeants du parti. De toute façon, l'essentiel n'était-il pas que la classe ouvrière soit représentée au congrès du POUP par des gens en qui elle avait confiance? De ce côté-là, il n'y avait aucune inquiétude à avoir : rarement sans doute des congressistes ont exprimé avec tant de force ce que pensaient ceux qui les avaient élus. En outre, les conservateurs devraient maintenant avoir tous leurs apaisements au vu des résultats des élections. Ce congrès si peu ouvrier a élu un Comité central composé en majorité de travailleurs manuels : ouvriers et paysans y sont les plus nombreux, les ouvriers représentant 40 % de l'effectif total alors que les Comités centraux précédents ne comptaient que 20 % d'ouvriers et une majorité de membres de l'appareil d'Etat et du parti.

LE RISQUE DE LA RUPTURE

En fait, si les conservateurs ont été battus aussi nettement alors qu'il y a quelques mois encore on ne pouvait pas tenir cette défaite pour

inéluctable, c'est parce qu'ils ne pouvaient opposer à la ligne du renouveau aucune proposition de remplacement crédible. Ou plutôt, la seule proposition qu'ils pouvaient faire était celle d'un retour en arrière, d'une perpétuation de la rupture entre la société et le pouvoir, avec tous les risques qu'une telle perspective comportait. De plus, leur comportement a contribué à les isoler. En maniant l'injure politique, en allant même jusqu'à diffuser des faux avec l'intention de discréditer des dirigeants comme Kania, ils ont été bien au-delà de la simple discussion ou contestation d'une ligne politique dans le cadre de la préparation d'un congrès; ils ont montré leur volonté d'imposer leurs idées même au risque de rompre l'unité du parti. Cette tactique des éléments les plus rétrogrades et les plus dogmatiques a eu pour effet de repousser vers la ligne du renouveau les conservateurs plus modérés ou réalistes, dont Olszowski, ceux qui n'étaient pas prêts à sacrifier l'unité du parti aux rêves de revanche de quelques-uns.

Ce glissement est intervenu au moment le plus dramatique de la lutte à l'intérieur du parti, lors du plénum de juin du Comité central, celui qui eut à discuter de la « lettre du PCUS ». Alors que le Comité central de l'époque était le dernier bastion des conservateurs, plusieurs d'entre eux, conscients du danger que courait le parti et, par-delà, le pays lui-même, refusèrent de s'associer à l'offensive des dogmatiques. La dernière chance de renverser le cours des choses à l'intérieur du parti était dès lors éliminée. Les conservateurs avaient joué leur dernière carte et l'avaient perdue.

L'INCOMPRÉHENSION DES RÉALITÉS

Cette défaite est d'autant plus significative que la tentative des dogmatiques avait été lancée conjointement avec celle du Parti communiste de l'Union soviétique. Alors que de nouveaux incidents à Bygdoszcz menacaient la paix sociale, cette attaque coordonnée était la plus grave de celles menées contre le renouveau socialiste depuis l'été 80 (*). Certes, elle ne nous fait pas oublier le soutien prodiqué en Occident aux aventuristes en quête d'affrontements militaires, cette attente morbide d'une catastrophe qu'on retrouve si souvent dans la presse occidentale. Mais c'est d'autre chose qu'il s'agit : la lettre du PCUS, comme d'autres interventions qui l'avaient précédée, témoignait de l'inquiétude des alliés de la Pologne, mais surtout de leur incompréhension des réalités polonaises, des fondements de la crise et du processus de renouveau engagé. Les voisins de la Pologne ne pouvaient s'empêcher de considérer comme une preuve d'anarchie le seul fait qu'un syndicat puisse agir de manière indépendante, sans être un simple rouage du pouvoir, ou la métamorphose d'une presse qui ne se contentait plus de broder sur les slogans du jour mais cherchait à informer ses lecteurs et se permettait même de formuler des critiques de fond.

^(*) Le Bureau politique du PCB déclarait le 11 juin que « ce serait commettre une grave et regrettable erreur que de vouloir juger le processus du renouveau polonais, y compris ses formes d'organisation, uniquement ou principalement à partir de ces aspects négatifs ». « Le peuple polonais, la classe ouvrière polonaise et ses organisations, le Parti ouvrier polonais ont besoin de confiance et non d'ingérences visant à influencer la préparation du congrès. (...) C'est pourquoi le Parti communiste de Belgique ne peut en auoune manière approuver le fait que le trouble soit semé au sujet des intentions et des chances de succès de ceux qui, tant à la tête du POUP qu'ailleurs, tiennent aujourd'hui un langage réfléchi et se portent garants du caractère rénovateur et socialiste du processus engagé. »

Chaque période de crise a ainsi été ponctuée — et aggravée — par des pressions plus ou moins explicites, par des campagnes de presse qui contribuaient à dramatiser la situation. Même si la menace d'une intervention militaire ne fut jamais brandie, des pressions et des critiques orchestrées se développaient chaque fois qu'approchait une échéance décisive, dans le but évident de peser sur les décisions à prendre. Une fois celles-ci adoptées, la fièvre retombait jusqu'à l'épisode suivant.

On peut certes constater que, par rapport à 1968, l'interventionnisme soviétique, encore que pesant, a trouvé jusqu'à présent des chemins moins brutaux. Mais si ces ingérences se sont faites plus sournoises, elles n'en sont pas moins inadmissibles. D'abord pour des questions de principes auxquels est attaché un parti comme le PCB. Mais aussi parce que ces pressions ont chaque fois contribué à compliquer la tâche du Parti ouvrier unifié polonais : peut-être moins au moment-même qu'à plus long terme, parce que ces ingérences noircissaient l'image — déjà peu positive— que la population a de l'URSS, réduisaient par ricochet le crédit que les communistes polonais tentaient de reconquérir et renforçaient les groupes ou tendances antisocialistes jouant sur un cliché fort répandu, à savoir qu'il n'y a rien de bon à attendre des communistes polonais parce qu'ils ne seraient qu'une maffia bureaucratique inféodée à Moscou et utilisant la menace soviétique pour bloquer la réforme démocratique.

AU BORD DU GOUFFRE

Les pressions conservatrices de l'intérieur et de l'extérieur ne suffisent toutefois pas à expliquer pourquoi depuis un an la Pologne a sans cesse louvoyé au bord du gouffre. La création du syndicat indépendant Solidarité et l'irruption du pluralisme dans un système bâti sur le principe du monolithisme ont entraîné des bouleversements difficiles à contenir dans le cadre étroit qui était assigné à la société polonaise. Il ne s'agissait plus, comme cela s'est déjà fait dans d'autres pays de l'Est, d'introduire un train de réformes, économiques notamment, destinées à adapter le système, à le rationaliser; cette fois, la réforme devait concerner les mécanismes mêmes de formation des décisions. Formellement, en tant que force dirigeante, c'est le POUP qui continue à prendre les décisions, mais il ne peut plus les élaborer seul sous peine de provoquer à chaque fois tensions et conflits. Mettre en pratique une telle nouveauté implique un apprentissage auguel personne n'était préparé, même pas ces communistes qui ont été acquis dès le départ au renouveau.

D'autre part, il est peut-être erroné de limiter l'analyse des conflits qui pendant un an ont secoué la Pologne à une succession d'oppositions ou d'affrontements entre deux blocs, entre un « pouvoir » et un « contre-pouvoir » : d'un côté le pouvoir symbolisé par le POUP, de l'autre la classe ouvrière représentée par *Solidarité*. Si le conflit prit effectivement cet aspect d'affrontement inéluctable lors des grèves du mois d'août 1980, les forces en présence se sont diversifiées depuis. Au fil des mois, tant *Solidarité* que le parti ont vu apparaître en leur sein

une ligne de partage qui rassemblait d'un côté les forces favorables au renouveau mais qui recherchaient en même temps le dialogue et un consensus social, et de l'autre les tendances tentées par l'épreuve de force : d'une part les rénovateurs dans le parti et les « modérés » de Solidarité, d'autre part les conservateurs du parti et les « radicaux » de Solidarité. A chaque fois d'ailleurs, le conflit ne trouvait une solution que quand les forces favorables au dialogue prenaient le dessus dans chacun des groupes pour aboutir à un compromis qui constituait certes très souvent un moyen terme des positions en présence mais aussi un pas en avant dans le processus de renouveau et de démocratisation.

LE REFUS DE LA POLITIQUE

Si en effet les conservateurs ont eu une responsabilité importante dans les soubresauts du renouveau polonais, on ne peut pas ignorer les éléments qui, du côté de *Solidarité*, ont contribué à ces soubresauts. Qu'y a-t-il là d'étonnant d'ailleurs quand on mesure la jeunesse de ce mouvement syndical né sur le tas, dans la fièvre des grèves de l'été 80? Un mouvement jeune et ne disposant pas toujours de toute la maturité que seule l'expérience peut apporter, mais aussi né dans un contexte de méfiance à l'égard du pouvoir politique qui s'est souvent traduit par un refus pur et simple de la politique. Un refus encore accentué par les traces laissées par l'ancien syndicat, qui avait montré jusqu'où pouvait mener une trop grande sujétion au pouvoir politique, et par le pouvoir lui-même, qui avait tendance à vouloir confiner le nouveau syndicat dans un rôle étroitement syndical.

Ce refus de la politique joue lui aussi un rôle dans les difficultés de la Pologne parce qu'il privilégie la contestation purement revendicative et encourage la tendance à ne pas prendre sa part de responsabilités dans la reconstruction du pays, dans la recherche de solutions à la crise, sous le prétexte que, cela, c'est la tâche du pouvoir, considéré comme un corps étranger à la classe ouvrière et, finalement, à la société tout entière.

Quand ce type de réaction prédomine dans le syndicat, il laisse le champ libre aux extrémistes. Ceux-ci ne sont pas nécessairement des forces antisocialistes, car ils ne rêvent pas d'un retour au capitalisme, mais ils sont en tout cas des anticommunistes en ce sens qu'ils considèrent que le POUP est responsable de tous les maux de la Pologne et que le seul moyen de faire progresser les choses est de faire reculer le parti, considéré comme un organisme avant tout préoccupé par la sauvegarde de ses privilèges, éventuellement au prix de quelques concessions. L'action de ces éléments est encore facilitée par le faible niveau de réflexion, à l'intérieur du syndicat, sur ses moyens d'action qui se limitent le plus souvent à l'arme de la grève, dont la menace est brandie à tout propos, pour un oui ou pour un non.

« POUR LA PREMIÈRE FOIS... »

C'est un aspect des choses qui peut être de moins en moins ignoré par les militants de *Solidarité*. La crise de la première quinzaine d'août, quand la Pologne s'est retrouvée à deux doigts de l'affrontement, semble d'ailleurs avoir ouvert les yeux de plusieurs dirigeants du syndicat dont l'organe suprême, la KKP, a fait à cette occasion la preuve de son sens des responsabilités et de sa disponibilité au dialogue en appelant les travailleurs à suspendre toutes les grèves. Lech Walesa a fort bien posé le problème en déclarant lors de cette décision : « Pour la première fois, nous nous sommes retrouvés à la croisée des chemins ; nous nous sommes posé la question de savoir si nous devons être avant tout un syndicat qui revendique et donne son opinion ou si, en tant que Polonais, nous choisirons d'alléger notre sort en nous acheminant vers une issue. »

Pourquoi Walesa a-t-il dit « pour la première fois »? Sans doute parce que l'affrontement majeur qui se profilait à l'horizon aurait pu avoir des conséquences incalculables dans la situation économique de la Pologne. Mais peut-être aussi parce que le IX° congrès extraordinaire du POUP a modifié les données du problème.

Même si ce congrès a pu décevoir les attentes immédiates d'une bonne partie de la population, sur le plan économique notamment, il n'en a pas moins marqué un tournant dans l'histoire du POUP. Il a donné à la société l'image d'un parti déterminé à se démocratiser en profondeur et à éliminer de la vie politique tous les responsables des erreurs passées, un parti qui a commencé à réfléchir sur le rôle qu'il a à exercer dans la société, sur cette fonction d'avant-garde qui ne peut plus être proclamée par décret, mais qui devra se vérifier dans la pratique, tous les jours, par la capacité du parti et de ses militants à faire concrètement de la politique.

LA NÉCESSAIRE CONVERGENCE DES FORCES DE LA RAISON

Les débats sans complaisance qui ont marqué toute la préparation du congrès ont permis de clarifier les positions et ce sont les conservateurs qui sont sortis battus de cette lutte politique interne sans précédent qui a en même temps réussi à préserver l'unité du parti. L'accord s'est fait sur la seule ligne praticable, celle du renouveau, sur le fait qu'il n'y a pas d'autre possibilité qu'une convergence entre toutes les forces de la raison et du réalisme pour sortir le pays de la crise.

En reconnaissant le pluralisme de la société polonaise et en le prenant en compte, même si ce n'est pas toujours avec enthousiasme, le congrès a consacré la nécessité des réformes socialistes. En même temps, en retrouvant prise sur la vie politique du pays, le POUP devient un interlocuteur solide pour *Solidarité*, plus ferme dans la discussion peut-être, mais aussi plus conséquent et capable de garantir que les accords passés pourraient être réalisés.

Est-ce à dire que le POUP est désormais armé pour tout résoudre? Certainement pas. Le congrès ne l'a pas doté — et ne pouvait pas le doter — d'une expérience nouvelle qu'il doit acquérir. Il ne pouvait lui inoculer toutes les lucidités, toutes les audaces, toutes les patiences. Le POUP n'est pas encore habitué à vivre avec un syndicat indépendant. Il n'est pas encore habitué à ne plus exercer ce pouvoir « totalisant » qu'il a détenu pendant 30 ans. Et Solidarité n'a pas encore trouvé la carburation d'un syndicat indépendant, mais non opposé au pouvoir. Soupçons et crispations surgissent encore trop souvent, qui peuvent mener à des débordements — souhaités sans doute par des éléments prêts à

jouer avec le feu. Les polémiques les plus récentes, même si elles semblaient vaines dans le contexte économique inquiétant qui prévaut en Pologne, marquent peut-être surtout la difficulté de concrétiser les réformes. Si l'accord apparaît si difficile, c'est parce qu'il ne s'agit plus de conclure un simple armistice, comme c'est arrivé souvent pendant un an, mais parce qu'il faut prendre ensemble des décisions et les mettre en œuvre.

UNE REDÉCOUVERTE DE LA SOLIDARITÉ

La Pologne n'est donc pas encore arrivée au bout du chemin. D'autant plus que si, depuis un an, il existe pas mal d'éléments positifs à comptabiliser, il en est un qui est nettement négatif, et il est de taille : il s'agit de la situation économique, qui a fortement empiré en un an, toutes les erreurs de l'époque Gierek produisant des effets cumulatifs. Aujourd'hui, le problème est devenu crucial. La patience des Polonais n'est pas infinie et l'avenir du renouveau, dans les mois qui viennent, dépendra d'abord des solutions qui pourront être apportées. Ces solutions, qui devront immanquablement être liées à la mise en œuvre de la réforme économique, ne pourront être atteintes que si toutes les forces vives du peuple polonais témoignent de leur sens de l'unité nationale et sont capables d'arriver à un accord sur des questions aussi fondamentales et controversées que l'autogestion ouvrière.

Sur le plan politique cependant, des étapes importantes ont été franchies. Le congrès du parti a confirmé que le POUP s'insérait dans la société comme une force de renouvellement, tout en restant détenteur du pouvoir politique, ce qui fera sans doute encore surgir pas mal de contradictions difficiles à résoudre. Par rapport à l'époque Gierek, les relations entre l'Etat et les citovens se sont améliorées du fait de la purification morale du premier et de la politisation des seconds. D'ailleurs, un des effets du renouveau polonais, peut-être peu spectaculaire mais pourtant si important, n'est-il pas la redécouverte du sens de la solidarité entre les citoyens, entre ouvriers et intellectuels, entre villes et campagne? En luttant pour réformer leur société et y apporter plus de socialisme, les Polonais ont réussi à dépasser cet apolitisme résigné ou rageur qui fleurissait il y a un peu plus d'un an, cette soif de consommation faite de combines et de frustrations, bref cet individualisme exacerbé et si répandu qui n'est sans doute pas un des moindres paradoxes du socialisme réel.

Un an après les accords de Gdansk, la Pologne est toujours à la croisée des chemins. Mais des jalons essentiels ont été posés. Il reste à confirmer aujourd'hui que la maturité politique remarquable dont ont fait preuve les ouvriers de Gdansk en août 80 est devenue celle de tout un peuple.

(Le 16 août 1981)

Peinture murale

Edmond Dubrunfaut ou la recherche du dialogue

Dans un récent article consacré à « Jalons et actualité des arts », Pierre Puttemans souligne que la réponse d'Edmond Dubrunfaut aux problèmes de la peinture murale est plus qu'une réponse individuelle « dans la mesure où elle tente de réaliser un nouveau mode de relation entre la peinture et l'usager, dans la mesure où cette peinture devient elle-même objet de revendications populaires... ». Et P. Puttemans s'émerveille que la peinture puisse devenir « signe lisible et signe de reconnaissance », « au-delà du cercle des soi-disant initiés »...

Nous partageons cet émerveillement. Rares sont en effet les créateurs qui ont la joie d'être reconnus comme leurs porte-parole — ou simplement comme leurs — par les gens qui n'ont pas été entraînés à apprécier la création artistique.

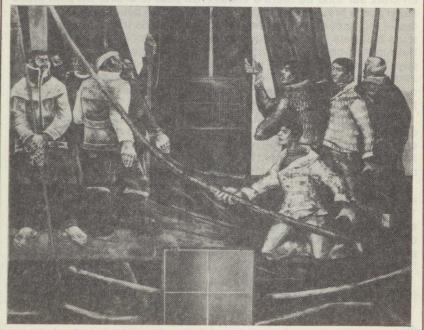
Nouer ou renouer le contact avec les hommes est un souci majeur pour Edmond Dubrunfaut depuis qu'il peint. Il peint par besoin de créer, par besoin de communiquer avec les autres hommes, avec la volonté de transformer le monde.

C'est surtout de cette démarche, de cette recherche du dialogue, qu'il sera question ici. Mon propos n'est donc pas de m'essayer soudain à la critique esthétique, mais très modestement d'examiner ce mode de relation entre les peintures murales de Dubrunfaut et les hommes, les femmes, les enfants qui « passent, vivent, travaillent ou se reposent » dans les lieux où se trouvent ces peintures. Certes, il serait vain de vouloir déterminer quelles œuvres murales suscitent un déclic de « reconnaissance » de la part du public : ce catalogue-là serait à défaire et à refaire sans cesse, puisqu'il n'y a pas un public, mais des infinités de publics qui évoluent.

Nous allons donc entreprendre une tournée, forcément arbitraire, au travers de quelques-unes des plus importantes peintures murales de Dubrunfaut.



Ci-dessus : « Le Borinage », détail (école technique de Cuesmes, 1968). Ci-dessous : « Dans la mine », détail (idem).



Opinion sans doute subjective, les œuvres d'Antoing me paraissent les plus fécondes, les plus « parlantes ». Pour une raison fondamentale : le « pays blanc » des carrières du Tournaisi est le pays où notre homme a grandi et où il a gardé de profondes racines.

L'authenticité des thèmes et des personnages qui animent par exemple les 140 m² de peinture aux résines d'acryl réalisées pour le Foyer socio-culturel d'Antoing est directement perçue par les gens du coin. D'autant plus que ce Foyer est très attentif à l'histoire et à la spécificité du terroir. Entre la brochure « Cent ans de jeux, de fêtes, de labeur, de luttes », réalisée par l'ensemble de l'équipe du Foyer d'Antoing — brochure qui rassemble de manière exemplaire souvenirs, témoignages, photos — et une partie au moins de la vaste fresque intitulée « Les mémoires d'un peuple », les affinités sont évidentes.

C'est ainsi que les travailleurs représentés sur le premier panneau, à l'entrée, sont bel et bien les cimentiers, carriers, chaufourniers dont on retrouve l'image dans la brochure. Dubrunfaut les a connus de très près : son père, ses oncles étaient ces hommes-là. De même, dans le très beau panneau qui représente les loisirs, on retrouve ces archers avec le tir à la verticale qui font d'Antoing une capitale du tir à l'arc. Mieux, parmi les hommes, femmes, enfants mêlés dans le loisir, figurent le père et un oncle de l'artiste. Ils sont, come d'autres, coiffés d'un béret rond qui leur donne une allure de pierrot. Tout cela répond pour les usagers du Foyer — et on y vient des horizons les plus divers — à un patrimoine commun.

Cette familiarité, cette intimité facilitent-elles l'accès à d'autres dimensions de l'œuvre — par exemple à la majesté de la composition, qui traite le tir à l'arc (perche et échelle transversale) comme une mise en croix sur fond de fours à chaux? On peut le croire. On peut croire aussi que la présence dans ces « Mémoires d'un peuple » de cosmonautes — regroupés sur le panneau d'entrée avec les travailleurs et animateurs culturels — est perçue comme une projection sur l'avenir. Pour Dubrunfaut, ces cosmonautes expriment la volonté des hommes du pays blanc de prendre en mains leur destinée, de préparer demain et après-demain. Ainsi, les éléments de connaissance locale et régionale s'articulent-ils aux éléments de connaissance universelle. Ainsi, le passé et le présent s'articulent-ils à l'avenir.

En tout état de cause, la maîtrise de Dubrunfaut dans l'ordonnance des volumes et des couleurs est ici accomplie. Ces « Mémoires » si proches du peuple et en même temps si ambitieuses, ces « Mémoires » que le peintre avait longuement laissé mûrir en lui, m'ont paru constituer une chronique particulièrement porteuse de dialogues.

Dans un article rédigé pour le tout premier numéro des Cahiers marxistes (mars 69) puis au cours d'un entretien avec la revue en janvier 1975, E. Dubrunfaut a abordé la question de la difficile intégration entre architecture et arts plastiques. Il parlait à ce propos d'un nécessaire dialogue d'une part entre architectes, peintres et sculpteurs, et d'autre part entre eux et le public, « depuis la gestation jusqu'à la réalisation de l'ouvrage ».

Nous ne nous attarderons pas au problème de l'intégration, qui fait inévitablement surgir les noms de quelques « grands » du Mexique :

Rivera, Orozco et en particulier Sigueiros. Ou qui évoque Guernica, si parfaitement intégré au pavillon de l'Espagne républicaine, à l'exposition de Paris en 1937 (voir à ce sujet l'article de Roger Somville, « L'art mural mexicain et la révolution », C.M. n° 16, 1973). Mais quand il y va d'un dialogue entre créateurs et public et d'un dialogue « dès la conception », une question se pose d'emblée : comment assurer la communication avec des usagers qui n'ont pas encore la qualité d'usagers? S'il s'agit aujourd'hui pour un muraliste de peindre une surface dans une gare qui fonctionne, dans un métro qui roule, dans une maison communale active, dans un hôpital plein de malades, on peut imaginer que le peintre consulte voyageurs, administrés, patients sur son projet. Ce n'est pas facile, mais c'est possible. Comment par contre consulter les gens qui ne fréquentent pas un foyer culturel pour l'excellente raison qu'il faut encore le construire? Où sont ces gens, usagers potentiels. usagers futurs? A Antoing, Dubrunfaut a répondu à cette question en s'adressant aux enfants des écoles, qui ont défilé en rangs serrés dans la salle de spectacle attenant au foyer. Ils ont eu ensemble des débats animés. Pour certains de ces écoliers, Dubrunfaut et ses peintures murales étaient déjà « une vieille histoire » : ils avaient rendu visite à des personnes hospitalisées dans une clinique de Tournai, où les muralistes avaient œuvré à tous les étages et les enfants associaient d'importants souvenirs personnels - naissance, accident, maladie, décès - au fait de la peinture murale.

A Antoing encore, Dubrunfaut a réalisé avec le groupe de Cuesmes quatre implantations de peinture aux résines d'acryl dans la cantine d'une cimenterie. Ce travail a été entrepris avec les ouvriers pendant deux semaines pour, dit E.D., « s'assurer d'un accord fondamental avec eux sur le plan de la sensibilité ». Echanges malaisés au premier abord, les artistes étant considérés comme des intrus dans la cimenterie et dans la cantine. On devine la confiance obstinée dont il fallut faire preuve pour venir à bout d'un réflexe de rejet, résultant d'un long conditionnement social, et pourtant c'est là que travaillait le père de Dubrunfaut. Le dialogue aussi, est objet d'apprentissage... On retrouve à Cimescaut les thèmes du terroir : archers, combats de coqs, coulonneux avec leurs cages à pigeons, moutons. C'est d'une grande simplicité, qui n'empêche ni le dynamisme, ni l'intensité. « Les coulonneux », par exemple, sont soulevés par un mouvement où l'on croit entendre de

grands battements d'ailes. L'ensemble rayonne de sérénité.

Je serais tentée de situer à l'autre pôle des œuvres murales d'E.D. — comme un autre temps fort, mais plus difficile d'accès — les peintures (aux résines d'acryl encore) qui animent les halls d'entrée de trois immeubles d'habitations sociales du Foyer anderlechtois, rue des Goujons, dans l'agglomération bruxelloise.

lci, pas de connivence de terroir, pas de racines personnelles.

Trois cents familles — venues d'où? — logent dans ces immeubles à 18 étages (architectes : Boelens et Wasterlain). Avec Arnouldt, Herla, D. Vienne, Dubrunfaut a traité comme thèmes des halls « Les portes de notre monde » — a) la porte du soleil, b) la porte dela terre, c) la porte de la lune. Soleil, terre et lune bien présents dans les préoccupations quotidiennes des gens et qui produisent un autre type de racines, communes à tous les hommes, universelles.



Ci-dessus : « Le marché aux fleurs », détail (clinique des Mutualités socialistes, Tournai, 1971). Ci-dessous : « Notre siècle », détail (bassin de natation de Nivelles, 1975).





Ci-dessus : « Les Portes de notre monde », détail : « La Porte de la terre » (Foyer anderlechtois, 1975). Ci-dessous : « Plafond de la Porte de la lune », détail (idem).



D'entrée de jeu, on est entraîné dans un mouvement aux rythmes puissants. Un mouvement qui est aussi un récit, unifiant le plafond aux parois. Les parlophones et les boîtes aux lettres, qui règnent en maîtres sur pareils lieux, sont un peu perdus...

Le soleil, ses mythes, ses bienfaits. Ici, dominent les ors, les rouges-laque et la générosité. Trois taureaux blancs aux cornes d'or peuplent le plafond et font rêver de Pasiphaé; il sont entourés des enfants d'Hélios. Parmi les flammes or et rouge, les murs chantent les merveilles de la photosynthèse — abondance de la moisson, de la pêche, de la cueillette, de la chasse — le chauffage solaire, le four solaire, les plaisirs de la plage.

La porte de la terre illustre le choix dramatique qui s'offre à notre planète: ou l'entente des peuples ou l'holocauste atomique. Une superbe ronde des peuples couronne le plafond, souveraine de gravité et d'harmonie. S'y opposent aux murs les folies guerrières, les folies génétiques — diableries, Dulle Griet, monstruosités. Le choix est clair: l'apocalypse ou la paix et les joies tranquilles de la vie quotidienne, avec le labeur, l'amour, l'amitié.

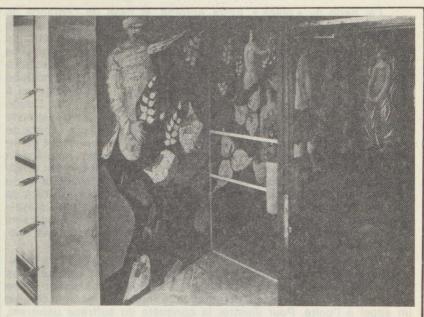
La porte de la lune aurait pu s'appeler le triomphe des cosmonautes. On sait la fascination de Dubrunfaut pour leur épopée : combien de lavis, de fusains, d'encres de Chine n'a-t-il pas consacrés à leurs « danses du ciel » ou à leurs « chutes libres »? A la lune des poètes donc des rêves, succède ici la lune des réalités, celle de la conquête d'espaces nouveaux. La poésie est d'une autre nature; mais elle est très présente. Au centre du plafond flottent des cosmonautes. Tout autour, les murs et le plafond racontent l'hommage des peintres à Gagarine et Terechkova, l'alunissage de Aldrin et Armstrong, la rencontre d'Einstein avec les savants, techniciens et cosmonautes, le retour d'une capsule spatiale. La dominante ici c'est le bleu, avec le jaune et le gris.

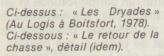
Qu'en pensent les locataires, les visiteurs, les fournisseurs, les enfants du quartier? La question mériterait une enquête sociologique. De quelques entretiens ébauchés rue des Goujons, il semble qu'on puisse acter une grande variété de réactions : intérêt bienveillant, stupéfaction aterrée, inquiétude sur le prix de l'entreprise, indifférence opaque, complicité, fierté. Sans doute certaines personnes restentelles scandalisées par ces grands cris insolites, par ces élans lyriques. Pour d'autres, ces « portes » ont ouvert un monde nouveau, celui des joies culturelles, mais cela ne s'est pas produit à la suite d'un coup de foudre : il faut des clés. Car même si des fragments de fresques ont une signification ou un pouvoir émotif directs, c'est la globalité de l'entreprise qui surprend. « Le large public est déformé dans sa majorité, nous expliquait Dubrunfaut. Il est dès lors vain d'espérer de sa part, dans l'immédiat, une participation active. Mais pareille participation peut être retrouvée ». La peinture murale qui confronte malgré eux les gens avec la création artistique active cette participation, surtout si l'artiste donne à ces gens — qui se renouvellent constamment — quelques clés. A cet égard, il faut noter l'effort d'explicitation et d'information que déploient E.D. et la plupart des muralistes : conférences, débats, visites guidées, projections de dias sont de pratique courante.

J'ai parlé de « pôles ». Entre Antoing, le pays de l'enfance de l'artiste, et l'anonymat relatif des immeubles anderlechtois, il y a mille étapes intermédiaires. Nous ne les parcourrons pas toutes. Je voudrais évoquer d'une part, comme plus proches du terroir, les œuvres réalisées pour la FGTB de Tournai et pour la clinique des mutualités socialistes à Tournai, ainsi que le réfectoire de Cuesmes et le jardin de l'ancienne brasserie Labor à Mons. Et, d'autre part, les peintures prodiquées à Watermael-Boitsfort, notamment dans le quartier des Dryades, L'auditorium de la Maison de la FGTB à Tournai est décoré d'une très grande œuvre, tant par sa dimension que par son souffle. C'est une espèce de beau retable profane, mal connu. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un mural : c'est une peinture sur toile de lin (42 m²), mise en place en novembre 1980. Elle représente « Six temps de l'action ouvrière et syndicale ». La lutte pour le suffrage universel avec des ouvriers de la fin du 19° siècle; la lutte pour les « 3 × 8 » avec des ouvriers d'avant 1914; la lutte anticoloniale avec ceux des années cinquante; la « grande grève » avec, bien sûr, ceux de 60-61 et le combat des délégations syndicales avec les ouvriers et employés d'aujourd'hui. Le climat de chaque époque est marqué par les caractères typiques de l'époque.

Au centre du retable, la concentration avant le départ d'une manifestation, en janvier 1961. Avec les drapeaux rouges des communistes et des socialistes, avec les grévistes prêts à démarrer dans le froid, ce panneau central dégage une extraordinaire force, qui résonne comme un appel à l'unité. Pour illustrer la conquête du suffrage universel, Dubrunfaut a peint un vieil ouvrier qui dépose en hésitant un bulletin de vote dans l'urne, tandis qu'une femme (qui ne vote pas) pousse devant elle son grand fils, dans un geste d'une noblesse émouvante. Peut-être les six panneaux du retable n'ont-ils pas tous ce degré de puissance ou de grâce. Ce qui me paraît certain, c'est qu'il s'agit d'une œuvre capitale, qui élargit à la peinture le combat historique de la classe ouvrière. Elle laisse peu de visiteurs indifférents. Ces tranches de luttes ouvrières, jalonnées de fusillades constituent elles aussi un patrimoine commun; point n'est besoin de longues explications aux militants syndicaux qui se rassemblent dans l'auditorium. Ce qui ne signifie pas que chacun s'identifie avec les ouvriers peints par Dubrunfaut...

Pas loin de là, à la clinique des mutualités socialistes (architecte Dooms), la tonalité est très différente. Plutôt que de luttes, ce sont les plaisirs et les jeux que E.D. a représentés ici, avec le groupe de Cuesmes. A chacun des quatre niveaux de l'hôpital, un parloir-rotonde et un hall sont éclairés par des peintures sur des thèmes liés à la maternité, à la petite enfance, aux loisirs, aus signes du zodiaque. Beaucoup de fleurs, beaucoup de poissons, d'oiseaux et de chèvres, des dessins d'enfants donnent à cette présence plastique une luminosité joyeuse. On notera une tentative audacieuse mais peu réussie : à la demande des médecins et infirmières du service de gynécologie, les chambres de travail pour l'accouchement sans douleur avaient aussi été confiées à Dubrunfaut. L'initiative était sans précédent. Comment décorer le mur qui fait face à la future mère pour contribuer à sa confiance détendue? Les motifs aimablement informels tentés par les peintres n'ont pas eu pour toutes les accouchées l'effet attendu.







Mons, ancienne brasserie Labor. Au pied d'une très vieille cheminée d'usine, un coin de jardin semi-public. 200 m² d'émaux sur acier y sont implantés, qui s'harmonisent étonnamment avec la végétation, façonnant ainsi un lieu de détente plein de charmes avec sièges en pierres, arbres fruitiers, plantes vivaces. Thèmes des émaux (réalisés avec Hupet, Maroil, Piron, Rousseau, Ch. Vienne): le regard de l'ère atomique; une femme, une fleur, un oiseau; hommage à Van Gogh (un voisin...); le chant plaintif du Chili. lci l'unité avec le site est très perceptible.

Les muraux réalisés en 1968 avec le Groupe de Cuesmes à l'Institut technique communal de Cuesmes étaient destinés à un réfectoire. Mais le vaste hall qu'ils animent a servi pendant plus de dix ans de salle de gymnastique. Actuellement, il est tout à la fois réfectoire et salle d'études, voire salle des fêtes. Quelque 300 élèves et enseignants s'y retrouvent chaque jour. L'ensemble, qui frappe par son unité profonde et son caractère chaleureux, accroche et séduit. Travaux agricoles et travaux industriels alternent : le Borinage, la mine, la construction, les chantiers navals, rentrée des foins, pêche... Comme à Antoing, mais bien avant Antoing, la composition de l'espace plein est simple et savante.

A Watermael-Boitsfort, dans le complexe d'habitations sociales du Logis, Dubrunfaut a conçu (et réalisé avec Anne Cape, Podolski, Vandendriessche) une série de décorations de halls d'entrée. Si les implantations de l'architecte Eggerickx dans le quartier des Dryades se situent elles aussi dans l'agglomération bruxelloise, elles ont un caractère très différent des immeubles anderlechtois de la rue des Goujons. Beaucoup d'arbres, d'espace, de respiration — selon une tradition que cette commune périphérique entend respecter. Ni gigantisme, ni mièvrerie. les thèmes sont volontiers bucoliques : la forêt est là, toute proche...

Céramiques murales, peintures, mosaïques: Dubrunfaut alterne les techniques, change de palette avec ce plaisir, cet appétit de créer qui le caractérisent. 200 m² de naïades, dryades, chevaux, fleurs, arbres, papillons: une réserve écologique d'une fraîcheur chaque fois renouve-lée. La promenade en barque, un des thèmes traités, m'a paru particulièrement harmonieuse. Les acteurs de cette promenade sont un homme et une femme, des iris et des roseaux. Le glissement de la barque sur l'eau s'unit à un silence paisible. Les six naïades en rose et bleu, comme les épilobes, comme le cerf-volant ou la belle chevauchée dégagent douceur et joie de vivre. La lisibilité est immédiate, le plaisir se prend sans clés...

A Boitsfort toujours, dans le complexe de Floréal, rue de la Houlette. Le retour du berger décore un vaste hall d'entrée. Sur fond de rouge pompéien, un berger fait paître ses moutons dans un environnement d'oiseaux et de grappes de raisins.

Nous sommes loin, très loin, d'avoir passé en revue toutes les œuvres murales d'E.D. Œuvres nombreuses, car il est bien vrai, comme l'a écrit Alain Viray, que la création est pour Dubrunfaut « un objet de première nécessité ». Cette prodigalité ne peut être confondue avec on ne sait quelle fébrilité. Dubrunfaut travaille avec acharnement et placidité, en un long combat inachevé. Un combat qu'il relie lui-même au

passé. Les cathédrales ou les petites églises romanes ne regorgentelles pas de trésors d'inventivité populaire et collective? La population s'y rendait pour prier et dans le même temps se familiarisait avec cet art monumental, se reconnassait en lui. Muralistes d'aujourd'hui et rénovateurs de la tapisserie revendiquent une filiation avec les fresques, les sculptures, les vitraux intégrés dans l'architecture romane ou gothique. Il se trouve que Dubrunfaut joue un rôle important, tant dans la rénovation de la tapisserie que dans l'épanouissement de la peinture murale.

Long combat inachevé, oui.

Il a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale avec Forces murales où Louis Deltour, Edmond Dubrunfaut et Roger Somville travaillaient ensemble. Il s'est poursuivi à l'enseigne de Métier du mur (1951) où l'on retrouve notre homme aux côtés de Jean Goldman, Paul Van Thienen, Yves Cognioul. On peut citer parmi les jalons de ce combat : en 51-52, des tissus muraux inspirés par le refus de la guerre, en 1958 la grande première que constituent les 160 m² de peintures murales pour l'Exposition universelle de Bruxelles, dix ans plus tard les panneaux peints par Somville qui ont décoré l'ULB enflammée par la contestation, en 1968 encore le grand coup de Cuesmes, en 1979 les réalisations d'Antoing, l'an dernier la FGTB de Tournai...

Est-ce grâce au dynamisme de ce combat? Une certaine forme d'« essaimage » s'est produite. Deux grands peintres belges — Magritte et Delvaux — ont produit d'importantes réalisations murales, le premier pour le Casino de Knokke en 1951, le second pour le Casino d'Ostende en 1952. Le ministère des Travaux publics, muis le métro bruxellois ont passé de fécondes commandes. A Bruxelles, le quartier de la Marolle et le Quartier Nord ont vu fleurir sur des murs et des palissades des peintures inégrées non pas à une architecture, mais aux luttes urbaines. Si on isole ces peintures de leur contexte, on peut avec Pierre Puttemans poser la question « Quelle est la fresque qui pourra arrêter un bulldozer? ». Mais pourquoi les isoler? Cet été même, à Genval, a été entreprise une étonnante expérience sous l'égide de la Fondation Jacquemotte : 200 m² de peinture murale, confiés à trois peintres (élèves de Somville) et qui ont animé des équipes de jeunes...

Le long combat n'est pas gagné pour autant.

Il continue d'être difficile, d'exiger pour le mener à terme, une extraordinaire dose de volonté, d'obstination, de foi — sans compter le talent, bien entendu.

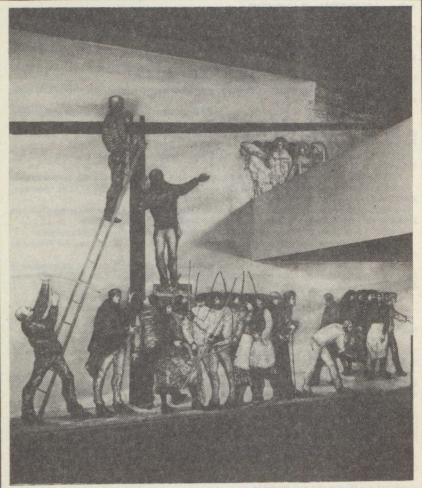
Voilà de très longues années que repose dans des dossiers ministériels une proposition de loi dite Masereel, qui vise à rendre obligatoire l'introduction d'œuvres d'art dans tout bâtiment public. Une circulaire du ministre Dehousse (1977) va dans ce sens, mais avec une coupable timidité.

Pour le surplus, il faut bien acter qu'un certain silence pèse sur la production de peinture murale.

Il y a certes quelques articles qui paraissent, mais dans l'ensemble l'inauguration d'un mural (exception faite pour « l'aventure du métro Hankar ») passe inaperçue. L'information est cependant fournie de la même manière que pour une exposition. Faut-il voir dans cette discrétion le signe que l'art mural apparaît aux yeux des critiques comme

moins noble? Le liens avec l'actualité, avec le politique, y seraient-ils trop visibles?

Ces liens existent, bien évidemment. Dubrunfaut les assume avec simplicité et générosité. Il est de ceux qui veulent peser sur l'Histoire, l'orienter. Il est de ceux qui veulent aider les hommes à se saisir de leur destin. Il refuse donc le silence, comme il refuse l'évasion devant les réalités. Il s'inquiète de la mode rétro, qui éloigne les gens (et surtout les jeunes) des problèmes les plus brûlants. Il a besoin de lutter avec les gens comme il a besoin de respirer. C'est tout le sens de son œuvre, indissociable de sa vie.



Ci-dessus: « Les mémoires d'un peuple — Les loisirs », détail (Centre culturel d'Antoing, 1979).

JALONS D'UNE OEUVRE

1920 : Naissance d'Edmond Dubrunfaut à Denain (France), le 21 avril. Etudes à l'Académie de Tournai et à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et des Arts Décoratifs (professeur : Charles Counhaye), fondée par Henri Van de Velde.

1937 : Premiers cartons de tapisseries : « Le faisan doré » tissé à l'époque , et « Le fourmi-

lier ».

1938 à 1942 : Cartons de tapisseries : « Les oiseaux de feu », « Les chèvres », « Tournai », « Le retour de la chasse » et « Le pain et le vin ».

1943 à 1945 : Production de nombreux cartons de fresques et de tapisseries : « L'ouvrier blessé », « Les cimentiers », « Les scieurs de long », « Les carriers », « Le combat de coqs », « La cartomancienne » et la série de cartons pour un mausolée aux prisonniers et déportés politiques (1945). Durant ces quatre années également : production de tapisseries d'un esprit nouveau : « Le chat aux épines », « Les pintades », « Le chat gris », « La femme aux tournesols », « Les papillons » et « Les chats ».

1946 : Membre de la « Jeune Peinture » ; membre fondateur, avec Deltour et Somville, du « Centre de Rénovation de la Tapisserie de Tournai » et de la société coopérative « La Tapisserie de Tournai », ainsi que du groupe « Forces Murales » et du mouvement « Art et Réalité ».

De 1947 à 1977 : Professeur d'art monumental à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Mons.

De 1947 à 1951 : Tapisseries pour meubler les ambassades de Belgique à l'étranger, dans le groupe « Forces Murales », avec Deltour et Somville (300 m²).

1948 : Fresque pour la Maison Communale de Mourcourt (Hainaut). Architecte L. Gaudemont, avec Somville.

1949: Fresques pour le Palais de Justice de Bruxelles (70 m²), avec Deltour et Somville.

1950 : Fresques pour l'Ecole Moyenne de l'Etat à Overijse (84 m²) (Bureau d'Architecture du Ministère des Travaux Publics) et pour l'exposition « Logis 50 » (16 m²). Architecte E. Rulens, décorateurs Raymond et Aimée Van Loo, avec Somville.

1952 : Tissus peints, « Hommage aux travailleurs belges » et « Non à la guerre » (150 m²), avec Deltour et Somville.

1953 : Salle de réunion de syndicat à Verviers : « Les Travailleurs » (15 m²), avec Somville.

1955 : Cartons de vitraux : béton et verre, « Les ouvriers du bâtiment », « Les chèvres », avec Somville. — Carton et mosaïque byzantine avec Somville.

1956: Céramiques murales pour la Crèche Communale de Forest et tapisserie « Les lavandières » pour la Maison Communale d'Etterbeek (23 m²), avec Somville.

1957 : « A la gloire de Bruxelles », tapisserie, Ministère des Affaires Economiques.

1957-1958: Décoration d'ensemble pour la salle du Conseil du Gouvernement Provincial du Brabant (6 tapisseries 85 m²), avec Somville.

1958 : Décoration au polyester sur aluminium pour les bâtiments du Parc d'Osseghem à l'Exposition internationale et universelle de Bruxelles 1958 (160 m²), architecte E. Rulens, avec Somville.

1959 : Deux toiles marouflées pour la Ford Motors à Anvers (72 m²), avec Somville.

1960 à 1980 : 500 tapisseries intégrées dans des architectures privées et publiques.

1965 : Fresques « Le chant de la ville » pour le hall des bureaux de l'architecte Bertiaux à Mons (40 m²), avec Houfflin et Rousseau.

1966 : Fresques « Les chausseurs » et « Les ouvriers agricoles » et peinture murale « Vive la mariée » pour la Maison Communale d'Erquelinnes, architecte Louis, avec Houfflin et Rousseau (100 m²).

1968 : 450 m² de peinture murale pour un réfectoire à Cuesmes : « Chantier naval », « Le Borinage », « La rentrée des foins » et « Battage d'été », avec Mmes Herla et Moulin, MM. Faidherbe, Houfflin, Rousseau, Ch. Vienne et D. Vienne. « Groupe de Cuesmes ».

1970 : Peintures murales « Les jeunes et les machines », « Le salut des jeunes travailleurs », « La jeunesse et le sport », « La jeunesse et la nature » et « La jeunesse et la musique » (100 m²) pour la Maison des Jeunes à Anderlecht, architecte Eggericx, avec Mmes Arnouldt. Herla et Moulin et MM. Faidherbe, Houfflin, Ch. Vienne et D. Vienne.

1971 : Cinq créations d'enfants et 400 m² de peinture murale sur vinyl pour la nouvelle clinique des Mutualités Socialistes à Tournai (architecte Dooms), avec Arnouldt, Herla, Moulin et Ch. Vienne : « L'offrande aux malades », « Le marché aux fleurs », « La chasse sous-marine », « Les pêcheurs », « Le scaphandrier et la sirène », « Le grand zodiaque », « Provence », « Jeux d'enfants », « Hommage aux mamans ».

1972 : Peintures murales aux résines d'acryl : « Le cosmos et la paix », « Les cosmonautes », « Les chevaux », « Le théâtre et le cinéma », à l'Ecole Normale de l'Etat à Nivelles, en collaboration avec Biche, Lembourg, Maroil (250 m²).

Voile de polyester « Les travailleurs », dans les locaux de la F.G.T.B. à Tournai, en collaboration avec Houfflin (11 m²). Peintures murales aux résines d'acryl : « Les archers », « Combat de cogs », « Les colombophiles », « Détente », « Les carriers », « Les cimentiers », au réfectoire des usines Cimescaut à Antoing, avec Arnouldt, Herla, Houfflin, Moulin, Ch. Vienne (75 m²).

1973 : Peinture murale aux résines d'acryl : « L'arbre de la vie et les âges de l'homme ». Porte sculptée d'André Hupet à l'Hôtel Communal de Marchienne-au-Pont. Architectes Londot et Bronckart, avec Houfflin (50 m²). Peinture murale aux résines d'acryl sur fibres synthétiques « Les étapes de la lutte syndicale » dans la salle d'accueil de la C.G.S.P. à Bruxelles.

Architecte Brunfaut, avec Houfflin (15 m²).

1974: Peintures murales aux résines d'acryl: « La destruction de notre environnement » et « Pour la présence et la conservation de notre environnement ». Réfectoire du Lycée de Morlanwelz, architecte Thomas, du Bureau d'Architecture de la Province du Hainaut; en collaboration avec Arnouldt, Herla, Houfflin, Rousseau, Ch. Vienne et D. Vienne (380 m²).

Céramiques monumentales exécutées aux usines Keramic à Courtrai : « Le temps de l'amour », « La promenade », « Les épilobes », « Le retour de la chasse », « En bordure de forêt », « Sur l'eau », au Logis à Watermael-Boitsfort. Architecte J. Eggericx, avec A. Cape, C.

Podolski et D. Maroil (100 m²).

1975 : Emaux de grand feu sur acier : « Notre siècle », au bassin de natation Quinot à Nivelles. Architecte E. Liébin, avec D. Maroil (40 m²). Peinture aux résines d'acryl : « La cueillette des tournesols » à la Crèche Communale d'Obourg-Mons. Architecte Gevaert, avec D. Maroil (10 m²).

1976: Emaux de grand feu sur acier: « La terre en fleurs », « L'action syndicale », « La créativité », « Les loisirs actifs », « En verrerie », « La céramique », « En sidérurgie-La coulée », « La mine », à la F.G.T.B. de Charleroi. Architectes Londot et Bronckart, avec Cornil, Houfflin,

Maroil, Rousseau (140 m²).

Emaux de grand feu sur acier : « Le regard de l'ère atomique », « Une femme, une fleur, un oiseau », « L'homme au tournesol - Hommage à Van Gogh », « Le chant triste du Chili », avec implantation d'un forum (1.000 m²) et d'une signalisation humanisée sur l'ensemble du C.M.P.A. à Mons. Anciens établissements Labor. Architecte J.B. Saintenois, avec Hupet, Maroil, Piron, Rousseau, Ch. Vienne. Tapisserie du « 550° anniversaire de l'U.C.L. » pour Louvain-la-Neuve (16 m²).

1977 : Peinture murale aux résines d'acryl : « Le remembrement des terres - avant, pendant, après » dans la salle de réunions et le réfectoire de la Petite Propriété Terrienne à Mons,

avec Arnouldt, Moulin, Rousseau, D. Vienne (85 m²).

Peintures murales aux résines d'acryl : « Les portes de notre monde » : a) « La porte du soleil » avec « Le mythe d'Hélios », « La photosynthèse, en mer, en forêt », « L'effet de serre », « Le chauffage solaire », « Le four solaire », « Les vacances », « Nouveau mythe solaire », b) « La porte de la terre » avec « L'entente entre les peuples : gage de notre avenir », « Le choix : la folie atomique ou la Paix », « La vie est quotidienne : les pècheurs, les paysans, les citadins », c) « La porte de la lune » avec « La ronde des cosmonautes », « La lune des poètes », « Hommage à Gagarine et à Terechkova », « La conquête de la lune », « La formation des cosmonautes », « La rencontre d'Einstein avec les savants, les techniciens, les cosmonautes », « L'alunissage (Aldrin et Armstrong) », « Les visiteurs », « Le retour d'une cabine spatiale », dans les halls de l'immeuble du Foyer Anderlechtois à Anderlecht. Architectes Boelens et Wasterlain, avec Arnouldt, Herla, D. Vienne, assistant Ph. de Jaegere (540 m²).

1978 : Mosaïques de déchets et peinture murale aux résines d'acryl : « Les naïades », « Les dryades », « La belle chevauchée » au Logis à Watermael-Boitsfort, architecte J. Egge-

ricx, avec A. Cape, A. Houfflin, C. Podolski, D. Vandendriessche (50 m²).

1979: Mural en béton polychromé dans la masse: « Les tritons », au Logis, avenue des Dryades à Watermael-Boitsfort, architecte J. Eggericx, avec Montes (27 m²). Peintures murales aux résines d'acryl: « Le retour du berger parmi nous », à Floréal rue de la Houlette, à Watermael-Boitsfort. Architecte J. Eggericx (24 m²).

1979-1980 : Peintures murales aux résines d'acryl : « Les mémoires d'un peuple - Cultures, connaissances, solidarités, loisirs », au Centre Culturel d'Antoing. Architectes C. Goelhen et

M. Desmet (140 m²).

1980 : Céramique : « La terre, les émaux et le feu », pour le Centre de Recherches Technologiques du Hainaut à Mons-Hyon. Architectes : Service technique de l'I.D.E.A.(4,5 m²).

Peinture sur toile de lin aux résines d'acryl: « Six temps de l'action ouvrière et syndicale » : « La lutte pour le suffrage universel, le premier vote », « La résistance », « La délégation syndicale », « La lutte anti-coloniale », « Les trois « huit » (8 h. de travail, 8 h. de repos, 8 h. de loisirs) », « 1961, En avant! », dans les locaux de la F.G.T.B. à Tournai (42 m²).



Ci-dessus : « En avant », détail (locaux de la FGTB à Tournai, 1980). Ci-dessous : « Le suffrage universel », détail (idem).



EN REVUES

BULLETIN DE LA F.A.R Nº 114

Poursuivant ses recherches sur le chômage et l'emploi précaire, le Bulletin de la Fondation André Renard publie dans son n° 114 un « essai d'évaluation des flux du chômage complet indemnisé », qui vise à une approche plus dynamique qu'à l'accoutumée du phénomène.

L'indigence des statistiques ne permet pas à l'auteur, J.M. Hardy, de pousser aussi loin qu'il le souhaite son investigation. Il montre néanmoins combien est élevée la mobilité ou rotation entre l'emploi et le chômage, et souligne l'absurdité des accusations relatives au « refus de travailler » encore articulées contre les chômeurs. Il souhaite par ailleurs que les comités subrégionaux de l'emploi procèdent à des recherches permettant de compléter les statistiques actuellement disponibles.

Jacques Gennen analyse un arrêt fort contestable rendu par la Cour de Cassation en matière de salaire garanti et d'incapacité de travail. De fait, la Cour de Cassation, en soutenant que l'avis d'un médecin désigné par l'employeur est de même nature que l'avis du médecin traitant « apporte une belle couverture juridique à une nouvelle inégalité », montre l'auteur.

Quant à la rubrique « Syndicalisme au féminin », c'est M. Mairlot qui l'occupe, en livrant une analyse critique d'un ouvrage de Margaret Maruani, consacré au « syndicalisme français à l'épreuve du féminisme ». Avec des enquêtes et interviews menées « sur le terrain », au cœur de la CGT et de la CFDT, cet ouvrage fait découvrir concrètement ce qu'a de général et ce qu'a de spécifique la lutte syndicale des femmes.

En dehors de ses chroniques habituelles - livres, revues, documents, chronologie - le Bulletin de la FAR fournit la première partie d'une étude sue l'autogestion en Algérie, par Larbi Ayari. Nous attendrons l'ensemble pour juger de sa valeur. Mais cette introduction nous a paru entachée par une certaine confusion qui procède notamment d'une méconnaissance de la situation de l'Algérie à l'heure où elle conquiert son indépendance.

N° 115-116

« Riposte à la crise, les raisons et les voies du changement », le numéro double de juin-juillet 1981 du Bulletin de la Fondation André Renard qui porte ce titre est un numéro spécial de plus de cent pages consacrées à plusieurs thèmes ayant rapport à la crise.

Qu'est-ce que la crise, de quelle nature est celle que nous vivons, quelles en sont les causes, les conséquences? A ce sujet, le discours dominant se porte bien et les images mentales prennent souvent le pas sur les réalités. Lors d'un récent sondage sur les causes de la récession, le public interrogé a désigné le renchérissement de l'énergie, l'Etat, les syndicats et ensuite les multinationales et le grand capital. Et d'autres préjugés circulent dans l'opinion publique: les salaires excessifs et la productivité insuffisante par rapport à nos concurrents... Alors que les discours officiels prêchent l'austérité, s'emploient à justifier une politique de régression sociale, il importe de dire que les préoccupations du monde financier ne concernent pas le relèvement de notre économie.

Il est donc impératif d'apporter des analyses, de fournir des arguments solides qui permettent de répliquer à cette information à sens unique dont la force de pénétration dans le public est alarmante.

De la première partie de ce numéro spécial retenons les têtes de chapitre qui contiennent ces analyses et ces arguments: Aspects de la dégradation sociale; Des données pour une contre-analyse; Les interventions de l'Etat dans la vie économique; Les parasites des entreprises; Fraude et évasion fiscales... septante pages de réflexions et d'informations sérieusement étayées.

Et la crise en Wallonie? Si la crise qui frappe le monde occidental est une crise du système industriel dans son ensemble, elle est ressentie dans notre région avec d'autant plus d'acuité qu'elle se double d'un déclin structurel. Les belles années n'y ont pas été synonymes d'investissements massifs, d'industrialisation dans les secteurs neufs, mais de lente régression, de tassement. Rationalisation, concentration plutôt qu'innovation. Les raisons majeures qui expliquent ce déclin sont explicitées.

La régionalisation, un remède? Un chapitre de la revue démonte les mécanismes de l'actuelle régionalisation et désigne les freins mis à cette autonomie que la Wallonie dans ses forces vives réclame depuis plus de vingt ans pour prendre en main son devenir.

La deuxième partie de ce numéro spécial: « Riposte à la crise » propose en trois chapitres les options majeures, les points d'appui, les moyens. Car il ne s'agit pas seulement de dénoncer, il s'agit également d'innover, de proposer des alternatives à cette crise qu'il faut se garder de considérer comme une fatalité.

LA REVUE NOUVELLE

Toujours du nouveau dans « La Revue nouvelle », numéro de juilletaoût (1). Et même, cette fois, un nouveau directeur : Michel Molitor qui succède à Jean Delfosse, pensionné.

De Jacques Cattrel, une charge féroce et argumentée contre la publicité télévisée qui condamne la RTBF à « jouer un jeu marchand sans les armes des marchands ». Les travailleurs du « Collectif contraception de Bruxelles » retracent eux-mêmes, à l'appui d'une dépénalisation non restrictive de l'avortement, leur expérience en milieu extra-hospitalier. Michel Philippart explore le domaine des « petits canards » d'expression française : c'est pour les soutenir dans leur rôle spécifique que s'est créé le collectif presse de l'A.S.B.L. « Mediacom ». Pour Christian Franck, ce qu'il appelle à propos de l'Afghanistan « l'impérialisme opportuniste » et la « coexistence pacifique sélective » de l'URSS ne justifie en tout cas d'aucun point de vue le blocage des négociations Est-Ouest. Mais on a l'impression à le lire que le danger vient surtout de l'Est et que les USA n'ont que le souci d'« ajuster » leur politique de défense à la stratégie adverse... Interviewé par la rédaction, le socialiste français Jacques Attali apporte à une série de questions sur la crise, des réponses qui sous une forme parfois un peu abstraite, donnent à réfléchir.

Soulignant l'importance d'un contrôle du politique sur le technologique, remarquant qu'un choix est encore ouvert entre technologies de création et d'aliénation, J. Attali a cette phrase étonnante: « le grand problème aujourd'hui n'est pas technologique, ni théorique, ni scientifique; il est de savoir si, dans la jeunesse actuelle, il y a ou non une capacité d'indignation ».

La jeunesse, c'est l'objet d'un autre article que Christian Maroy et Danielle Ruquoy titrent : « Non pas une, mais plusieurs jeunesses ». « Est-il légitime »

¹⁰⁰ F le numéro. Le numéro double: 180 F. CCP 000-0183024-82 « Fondation André Renard », 9-11, place St-Paul, 4000 Liège. Tél.: 041/23.98-40.

demandent-ils d'emblée, de parler des jeunes comme d'« une entité monolithique, à l'abri des clivages qui traversent le reste de la société?» Pareille thèse serait évidemment indéfendable, et tel n'était pas en tout cas le propos d'un article paru voici plus d'un an dans les C.M., « Les jeunes, cet autre problème de l'énergie » (2). Même la notion de « classe ouvrière » ne peut être comprise de façon aussi sommaire, d'autant moins à travers l'évolution actuelle de notre société. Mais c'est précisément cette évolution, en tendant à brouiller les clivages sociaux traditionnels et en marquant tout, à des degrés divers, du sceau d'une crise également culturelle et morale (et peut-être, sous l'angle des jeunes, surtout culturelle et morale), qui donne à la problématique « jeunes » des contours et un contenu nouveaux (et souvent mal perçus par la gauche politique et syndicale). Il s'agit bien d'une situation tendancielle, nécessairement travaillée par des contradictions multiples, dans laquelle à travers sa jeunesse, c'est finalement la société elle-même qui se cherche, à la croisée des chemins. Et parler, dans cette optique, d'une « problématique » de la jeunesse, n'empêche pas d'être conscients que « les problèmes » des jeunes, et leurs mentalités, sont naturellement fort divers. A cet égard, il n'est pas question de nier l'apport des spécialistes qui, avec les instruments d'analyse de la sociologie, permettent de discerner différentes « quêtes d'identité » qui traversent le milieu jeune.

Les auteurs distinguent « de façon très nette » (tout en se défendant des catégories étanches), quatre « modèles culturels » d'attitude des jeunes à l'égard de la consommation, de la famille et de l'école : les « ludiques et conformes », les « scolaires », les « individualistes et autonomes », les « personnalistes et actifs ». Ces modèles s'ancrent dans des milieux sociaux

différents. Cela nous vaut une réflexion intéressante sur mai 68.

Il reste que si les jeunes manifestent différentes « façons d'être » face à la réalité sociale, ce sont toutes des façons d'être jeunes dans un contexte où pour des centaines de milliers d'entre eux, le commun dénominateur s'énonce : dépendance biographique prolongée par l'école et le chômage et rendue plus angoissante par la crise; l'installation dans l'instabilité; tendance à la marginalisation de masse. L'enjeu politique me paraît être de trouver les moyens d'empêcher le système capitaliste en crise de remodeler la société selon sa logique — pour sortir de sa crise — à travers cette mouvance nouvelle de la jeunesse. Il ne s'agit pas de flatter la « marginalité », fût-elle de masse, mais d'œuvrer pour que se dégagent, s'expriment, se capitalisent et s'investissent les aspirations diffuses des jeunes à des changements de société. En opposant, comme on renvoie une balle, leurs classifications à un impensable monolithisme jeune, les auteurs ne risquent-ils pas de gommer tant soit peu cet enjeu? Ils n'en soufflent d'ailleurs mot. Mais si elles ne sont pas figées, de telles analyses en aidant à mieux comprendre les motivations des jeunes, dans leurs différences et leurs ressemblances, peuvent aider à créer de nouveaux rapports de « séduction » (et pas seulement de « forces »), à faire en sorte que « les gens aient envie de vivre autrement », pour citer à nouveau Attali qui ajoute : « il faut un mélange de désir et de rébellion ». Je souscris.

Pierre ERGO.

^(*) Rue des Moucherons, 3-5, 1000 Bruxelles (tél. 02/511.98,62). Le numéro : 160 F.

⁽²⁾ N° 80, janvier 1980. Cf. aussi les documents préparatoires et les conclusions du 8° congrès de la JCB, rue de la Poste, 228, 1030 Bruxelles.

REVUE D'ACTION SOCIALE

La revue « Esprit » en avril 1972, la « Revue d'action sociale » en avril 1981. Deux revues, l'une française, l'autre belge, qui à pratiquement dix ans de distance s'interrogent sur le service social et les travailleurs sociaux. En 1972, l'interpellation du travail social faisait miroiter une profession se libérant de ses chaînes paternalistes et trouvant dans l'animation socio-culturelle une voie royale. « Le militantisme de la vie, de l'affirmation des différences, du partage fraternel des malheurs et des indignités » déclarait la revue « Esprit ».

Les embûches s'appelaient déjà, il y a dix ans, contrôle social de la population, outil social au service du pouvoir économique et politique. Aujourd'hui, sommes-nous plus avancés dans la réflexion et l'action sociale est-elle plus limpide alors que la crise devient un facteur déterminant dans le comportement des institutions sociales vis-à-vis de la population? En intitulant son colloque annuel « Crise et redistribution du travail : interpellation pour le service social », le comité de service social et d'action sociale de la communauté française de Belgique posait en mars 1981 une question riche en réponses et complexe par les possibilités d'analyse qui en découleraient.

En en publiant l'essentiel dans la livraison de mars-avril 1981, la « Revue d'action sociale » a tenté de cerner les responsabilités collectives de la société et des individus. Par prudence, par souci d'objectivité, voire par habitude de la pratique de la thèse et de l'antithèse, elle a révélé les accusations portées par les travailleurs sociaux euxmêmes vis-à-vis de l'engrenage néfaste qui consiste à multiplier les travailleurs temporaires et à réduire les emplois à temps plein dans les secteurs sociaux. Mais elle s'est aussi fait le porte-parole d'une thèse bien répandue dans les

milieux politico-financiers qui consiste à parler d'abus des prestations sociales et services sociaux.

Un article consacré au service social en entreprise est significatif de la tentative de remettre au goût du jour l'image d'un technicien spécialisé dans les problèmes humains du travail. Une analyse sociologique et globale de Nicole Delruelle consacrée aux perspectives de réaménagement du temps de travail, donne aux travailleurs sociaux un créneau d'intervention où se mélangent la formation et l'animation mais où une fois de plus la réduction du temps de travail apparaît comme un élément modulable de différentes manières. Libération socioculturelle de l'individu, ou même à l'opposé, contrôle accru des multinationales vis-à-vis des travailleurs et installation d'un travail à domicile auquel les travailleurs sociaux pourraient apporter leur appui...

Le service social a effectivement un rôle à jouer. Encourager et permettre l'éducation et la formation permanente. Son rôle ne consiste pas à faire miroiter les avantages d'un travail à temps partiel ou à domicile ni à plaider la diminution du salaire... Ce qui n'empêche pas N. Delruelle, directeur de l'Institut de sociologie de l'U.L.B., de souligner l'éventualité d'une politique sociale qui consisterait à « supprimer les privilèges liés à la sectorisation des négociations collectives ».

Face au très réel abcès de pauvreté qui gangrène la Belgique du Nord au Sud (une enquête de 1978 faite par le professeur Deleeck dans la « Revue belge de sécurité sociale » fait état de ce que 24 % de la population flamande ne bénéficie pas d'une « couverture sociale »), une fois de plus, le service social apparaît démuni, impuissant, fragile et même ridicule car il ne peut imposer malgré ses multiples institutions et la multitude de travailleurs sociaux agissant sur le terrain, une intégration collective de tous ceux que l'on

pourrait appeler les exclus de la sécurité sociale...

La « Revue d'action sociale » ne cache d'ailleurs pas que les Centres publics d'aide sociale qui depuis 1976 s'adressent à l'ensemble de la population sont aujourd'hui incapables de remplir leur mission fondamentale : le dépistage et la réintégration des « marginaux » dans le circuit productif de la société. La faute aux travailleurs sociaux?

« Nous pourrions aussi regrettrer la tendance de certains travailleurs sociaux de mettre en avant la dimension psychologique des problèmes, reléguant à l'arrière-plan ou ignorant même parfois, la dimension économique ou les difficultés existentielles ». Aveu lucide mais un peu tardif signé par M. Collot-Rozet, elle-même professeur de pratique professionnelle à l'Institut supérieur de formation sociale de Namur, lorsqu'on sait que depuis dix ans, le corps enseignant des écoles sociales prêche la psychologisation à outrance au point que les enquêtes confiées aux travailleurs sociaux deviennent parfois la copie conforme d'un rapport psychiatrique... L'angoissante question que tout assistant social ou assistante sociale se pose inéluctablement: on court, on s'agite, on analyse mais pour quel résultat? Ce n'est pas du côté des formateurs que l'on trouvera un embryon de réponse...

Alors faut-il considérer l'interpellation de la « Revue d'action sociale » comme un verbiage destiné à rassurer l'intelligentsia des sciences sociales? Certes, ce numéro ne laissera pas un souvenir impérissable. Il a cependant le mérite de révéler les angoisses et les tendances des « clercs » du service social et de permettre aux travailleurs de la base de réagir globalement aux interrogations permanentes que suscite leur profession. On regrettera cependant que bien que faisant écho à une journée d'étude annuelle consacrée au thème de la crise et du travail social, la

revue se soit contentée de donner la parole à des analystes et non à des acteurs de la crise. Des personnes victimes du chômage, des syndicalistes auraient trouvé leur place dans cette réflexion. Enfin si l'on compare l'analyse faite en 1979 (elle-même édulcorée) réalisée par la « Revue d'action sociale » et consacrée à l'action sociale communautaire, on s'apercoit que le pessimisme est de mise et qu'il n'est plus guère question « de prise de responsabilité en vue de promouvoir un mode de vie plus équitable, plus épanouissant ». On sauve les meubles mais on laisse entrer l'huissier pour lui permettre d'exproprier le locataire indési-

Sortir de la mélasse est-il devenu une vue de l'esprit? Certes, sans pouvoir réel vis-à-vis de la politique sociale du pays, sans outils adéquats, les travailleurs sociaux se sentent aussi paumés que leur clientèle. Et la mobilisation des exclus ne se fait pas sans une analyse politique de la société. Il n'en reste pas moins vrai que le travailleur social a un rôle d'informateur en ce qui concerne le droit des gens. Et il est également un démystificateur des pouvoirs occultes (administratif, politique). Seul il n'est rien mais en collaborant avec la population et ses organismes de défense (syndicats, associations de consommateurs) il peut faire pression pour qu'un quelconque gouvernement en état de crise et en manque de milliards n'utilise pas la notion de pauvreté pour retourner cinquante ans en arrière lorsque l'Eglise, le patronat et la bourgeoisie pratiquaient avec bonheur paternalisme social et clientélisme...

Jean-Pierre KEIMEUL.

^(*) Le numéro bimestriel: 200 F. Rue des Croisiers, 15 — 4000 Liège (Téléphone: 041/32.09.59).

contradictions

SOMMAIRE DU N° L'EMPLOI DANS LA CRISE, N° 27-28, JUIN 1981

Editorial

Ziré Petit Politique de l'emploi et marché du travail.

Matéo Alaluf Rigidité du travail, mobilité du chômage et négociations

collectives.

Eugène Mommen La crise : en sortir à gauche.

Paul Grell De l'usine aux lieux de pauvreté : l'organisation des rela-

tions humaines dans un certain type d'institutions socia-

les.

Michel Capron La crise sidérurgique en Belgique en France. 1. La

dégradation de l'emploi.

Michel Capron La crise sidérurgique en Belgique et en France. 2. Les

stratégies patronales.

Michel de Vroey La théorie du salaire. Une comparaison des visions néo-

classique et marxiste.

Jean-Louis Litt Origine sociale et scolarité.

Anne Kervyn Les femmes et le chômage, les féministes et la crise.

" Fem-Soc " Les femmes contre la crise.

Bibliographie

« Contradictions », 140, Boulevard du Souverain, Bte 68, 1170 Bruxelles. En Belgique, cc. 001-0710071-10 de Contradictions ASBL. En France, compte n° 742.728 Q de Contradictions ASBL au Crédit Lyonnais, Paris, Agence U 421.

LE FONDS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT WALLON

recherche pour compléter ses collections; par don, achat ou échange, tous journaux, revues, tracts, affiches, photos, manuscrits relatifs :

aux événements de l'hiver 1960-1961

- au M.P.W. (Mouvement Populaire Wallon)

- à André Renard et aux autres militants wallons de l'époque.

Contacter: Madame Irène Vrancken, Conservateur du Fonds d'histoire du mouvement wallon, Maison de la culture « Les Chiroux », 8, place des Carmes, 4000 Liège — Tél. 041/23.19.60, ext. 149 et 150.

LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE : SOIXANTE ANNÉES DE LUTTES

Le soixantième anniversaire du Parti communiste de Belgique sera célébré à Bruxelles le 6 septembre 1981, dans le cadre de la fête de la presse communiste.

Claude Renard et Jan Debrouwere évoqueront ces soixante années de luttes souvent à contrecourant, parfois héroïques qui ont, à certains moments de l'histoire, suscité d'amples élans populaires. Ils aborderont les questions si actuelles des relations entre communistes et socialistes, entre communistes et chrétiens. entre parti et syndicats. Ils rappelleront les racines internationalistes du PCB. Ils rappelleront qu'au travers des vicissitudes, le parti communiste reste un outil. Outil pour rassembler et unir les forces de progrès dans la marche pacifique et démocratique vers une société libérée de l'oppression capitaliste. Une société pluraliste qui aura été voulue par les masses populaires et resiera sous leur contrôle.

Nous publierons dans la livraison d'octobre des CM d'importants extraits des allocutions de Claude Renard et Jan Debrouwere.

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER rue du Midi 162 1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION POPULAIRE rue des Deux Eglises 128 1040 Bruxelles

ARCHITECTURE ET POLITIQUE chaussée d'Ixelles 331 1050 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE chaussée d'Ixelles 221 1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES av. Paul Héger 42 1050 Bruxelles

LIBRAIRIE MISTRAL rue de l'Eglise Saint-Gilles 7 1060 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE av. Jean Volders 41 1060 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN rue Ravenstein 28-30 1000 Bruxelles LIBRAIRIE LEFÈBVRE rue des Colonies 7-9 1000 Bruxelles

MACONDO Galerie Bortier 8-10 1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE DE LA COMMUNE rue des Grands Carmes 9 1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AUTRE RIVE rue Sœur de Hasque 11 4000 Liège

LIBRAIRIE BIBLIO rue de la Régence 53 4000 Liège

KRITAK Vesaliusstraat 1 3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE rue Sous le Château 46 5200 Huy



CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

... et avec vos économies, (ré)abonnez-vous!

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F

Etranger: 700 F Soutien: F.

ADRESSE: 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

Téléphone: (02)512.90.12

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.



Auteur-éditeur responsable et correspondance :